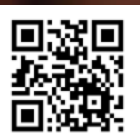


ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

Tebboune plaide pour une révision en profondeur

Alger monte au créneau et appelle encore une fois à la révision de l'Accord d'association avec l'UE. Pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sa révision est plus que nécessaire afin de l'adapter aux profondes mutations qu'a connues l'économie nationale, d'autant que cet Accord a été signé en 2005 dans un contexte totalement différent. P 3

- **Blé dur:**
L'autosuffisance
attendue durant la
saison agricole en
cours
- **Revalorisation des**
salaires et des
pensions de retraite
Tebboune: « Je
m'engage à le faire à
partir de 2027 »



TOSYALI ALGÉRIE
Production
de la première bobine
d'acier laminé à froid P 2

LANCEMENT DE LA PREMIÈRE
EXPORTATION DE CLIMATISEURS VERS
L'ESPAGNE

Le « Made in Algeria » gagne
du terrain en Europe P 5

PROJETS D'EAU ET
D'ASSAINISSEMENT

Le ministre
de l'Hydraulique préside
une réunion de suivi P 5

TOSYALI ALGÉRIE

Production de la première bobine d’acier laminé à froid

Le groupe Tosyali Algérie a annoncé la réalisation d'une nouvelle avancée industrielle avec la production de sa première bobine d'acier après les étapes de décapage et de huilage (PO), sur la ligne de décapage et de laminage à froid (PLTCM). Dans un communiqué rendu public hier, le groupe a indiqué que cette production constitue « les premiers produits du complexe de laminage à froid », marquant ainsi « une étape importante dans le parcours de production » et reflétant « le progrès continu dans la trajectoire vers l'excellence industrielle ». « Fièrement algérien. Fièrement laminé à froid », a souligné Tosyali Algérie, précisant que cette réalisation représente un jalon majeur dans son développement industriel. Selon la même source, les produits issus de ce complexe ont été conçus pour répondre aux besoins de plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'industrie automobile, les appareils électroménagers, la construction, l'énergie et les industries manufacturières avancées, conformément aux normes internationales de qualité. Le groupe a affirmé que cette performance constitue une étape stratégique dans son parcours de croissance, tout en réaffirmant son engagement à contribuer au développement de l'industrie nationale, à renforcer la valeur ajoutée et à consolider la présence de l'Algérie sur les marchés régionaux et internationaux. La mise en production de ces nouvelles capacités s'inscrit dans la dynamique de développement de l'industrie sidérurgique algérienne et dans les efforts visant à renforcer l'intégration industrielle nationale, notamment à travers la production de matériaux destinés à des secteurs à forte valeur ajoutée.

Synthèse Z R.

BLÉ DUR

L’autosuffisance attendue durant la saison agricole en cours

L'Algérie s'apprête à franchir une étape majeure dans son histoire agricole. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé que le pays devrait atteindre, dès la campagne agricole en cours, l'autosuffisance en blé dur, un objectif longtemps considéré comme difficile à réaliser. Lors de son entretien périodique avec les représentants des médias nationaux, le chef de l'État a présenté cette performance comme l'un des symboles les plus marquants de la nouvelle politique économique engagée depuis plusieurs années, fondée sur le développement de la production nationale, la réduction des importations et le renforcement de la souveraineté économique.

Par Réda Hadi

Pour le président de la République, cette avancée constitue un véritable « miracle », tant les défis à relever étaient importants. Il a expliqué que ce résultat est le fruit d'une combinaison de facteurs, parmi lesquels l'amélioration des techniques agricoles, les investissements consentis dans les infrastructures rurales, le raccordement des exploitations agricoles aux réseaux énergétiques ainsi que des conditions climatiques favorables grâce à un niveau satisfaisant de précipitations. Au-delà de l'aspect purement agricole, Abdelmadjid Tebboune a insisté sur la portée stratégique de cette réalisation. Selon lui, l'autosuffisance en blé dur représente une victoire économique qui permettra de réduire la facture des importations de plus de 1,5 milliard de dollars. Dans un contexte marqué par les fluctuations des marchés internationaux des céréales et les tensions géopolitiques qui fragilisent les chaînes d'approvisionnement, produire localement cette céréale stratégique constitue un enjeu majeur de sécurité nationale. Le président y voit également un motif de « fierté nationale », estimant que cette réussite démontre la capacité de l'Algérie à assurer progressivement sa souveraineté alimentaire. Cette orientation, devenue l'un des axes majeurs de la politique publique, vise à diminuer la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs tout en valorisant les immenses potentialités agricoles du pays.

Le chef de l'État a d'ailleurs élargi son analyse à l'ensemble du secteur agricole, soulignant que celui-ci connaît une transformation profonde. Il a rappelé qu'il y a une dizaine d'années, l'Algérie importait encore des produits de grande consommation comme les oignons, l'ail ou les pommes de terre. Aujourd'hui, plusieurs productions nationales alimentent non seulement le marché local mais trouvent également des débouchés à l'exportation. Selon Abdelmadjid Tebboune, cette évolution est le résultat d'un environnement économique devenu plus favorable à l'investissement agricole. L'amélioration des infrastructures, notamment le raccordement au réseau électrique des périmètres agricoles, la modernisation des moyens de production et les différents programmes de soutien mis en œuvre par l'État ont permis d'accroître les rendements et d'élargir les superficies cultivées. Le président a affirmé que l'objectif est désormais d'étendre cette dynamique à la majorité des filières agricoles. Il a toutefois reconnu que le secteur des viandes demeure confronté à des difficultés, principalement en raison des phénomènes de spéculation qui perturbent le marché. Il a assuré que les pouvoirs publics poursuivront leurs efforts afin de réguler cette filière et protéger le pouvoir d'achat des citoyens. L'autosuffisance agricole s'inscrit, selon le chef de l'État, dans une stratégie économique plus globale. Il a rappelé que l'Algérie a déjà atteint, depuis 2022, l'autosuffisance dans le raffinage des carburants, permettant non seulement de couvrir les besoins nationaux en es-

sence et en kérosène, mais également de développer les exportations. L'entrée en production de la raffinerie de Hassi Messaoud devrait, selon lui, renforcer davantage cette capacité. Le président a également mis en avant les performances enregistrées par le secteur industriel, estimant que plusieurs branches, notamment l'électroménager et les équipements électriques, disposent aujourd'hui de capacités de production suffisantes pour satisfaire le marché national et conquérir des marchés extérieurs. Abdelmadjid Tebboune a enfin inscrit ces résultats dans une vision économique de long terme. Il a rappelé l'engagement des opérateurs économiques, réunis au sein du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), à porter les exportations hors hydrocarbures à près de 30 milliards de dollars à l'horizon 2029-2030, soit un niveau comparable aux recettes générées par les exportations pétrolières. Abordant les mégas projets économiques structurants, le président de la République a souligné l'importance du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, dont la réception est prévue en 2028. S'agissant de la stratégie de l'Algérie pour assurer sa sécurité hydrique, le président de la République a évoqué l'accélération du programme de réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, permettant à l'Algérie de devenir un pays leader à l'échelle mondiale en la matière, avec un taux de couverture de 62 % de la consommation à l'horizon 2029.

REVALORISATION DES SALAIRES ET DES PENSIONS DE RETRAITE

Tebboune: «Je m’engage à le faire à partir de 2027»

Par S R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé son engagement à poursuivre la revalorisation des salaires (SNMG), des pensions de retraite et du salaire national minimum garanti, soulignant que ces mesures seront mises en œuvre de manière progressive afin de préserver les équilibres économiques et maîtriser l'inflation. S'exprimant lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée lundi soir sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales, le président de la République a rappelé avoir procédé à deux revalorisations

du SNMG, estimant que celui-ci avait atteint un niveau "acceptable", avant d'annoncer qu'une nouvelle augmentation était prévue. Il a expliqué à ce sujet que ces revalorisations devaient être conduites "sans provoquer une hausse de la masse monétaire susceptible d'alimenter l'inflation", précisant que l'objectif est de "maîtriser l'injection d'argent dans l'économie nationale afin de produire des effets positifs sur la croissance et le pouvoir d'achat. Je m'engage à le faire à partir de 2027", a-t-il affirmé. Le président de la République a également rappelé les mesures sociales déjà engagées depuis 2019, citant notamment l'exonéra-

tion de l'impôt sur le revenu pour les salaires allant jusqu'à 30.000 DA, l'augmentation de 47% des salaires, ainsi que les deux revalorisations des pensions de retraite. Le président de la République a indiqué, d'autre part, que les pouvoirs publics "poursuivent la lutte contre l'argent sale, tout en œuvrant à l'amélioration progressive des revenus des citoyens". Il a relevé, à ce propos, que d'autres dossiers sociaux restent à examiner, citant notamment la revalorisation des bourses des étudiants, précisant que leur concrétisation "dépendrait de l'amélioration des performances économiques". Il a, à ce titre, expliqué que les perfor-

mances réalisées grâce au développement de la production nationale et à la réduction des importations de certains produits stratégiques "permettraient d'accroître les revenus de l'Etat, lesquels devraient ensuite se répercuter sur le revenu des citoyens". S'agissant des démarches visant à préserver le pouvoir d'achat, Monsieur le Président a affirmé que les mesures prises, notamment liées à la protection et à l'encouragement du produit national ainsi qu'à l'orientation vers les exportations hors hydrocarbures, ont permis une meilleure maîtrise des taux d'inflation, qui ont baissé de manière "considérable" pour atteindre 2% en 2026, après avoir dépassé les 11% au cours des années précédentes.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M’hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

Tebboune plaide pour une révision en profondeur

Alger monte au créneau et appelle encore une fois à la révision de l'Accord d'association avec l'UE. Pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sa révision est plus que nécessaire afin de l'adapter aux profondes mutations qu'a connues l'économie nationale, d'autant que cet Accord a été signé en 2005 dans un contexte totalement différent.

Par Zahir R.

L'Algérie sortait alors de la décennie noire, son économie était affaiblie et elle importait presque tout, a rappelé le président Tebboune, lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée lundi soir. Il a expliqué que cet accord répondait à une logique de sortie de l'isolement. Aujourd'hui, la situation a profondément changé, a indiqué le chef de l'État, en soulignant que « nous disposons d'une production nationale solide qui remplace progressivement les importations dans de nombreux secteurs. Nos produits sont désormais exportés et répondent aux meilleurs standards de qualité ». Pour illustrer ses propos, le président de la République a cité de nombreux exemples, à l'instar de celui du ciment. « En 2016, nous importions près de trois millions de tonnes, car notre consommation dépassait notre capacité de production. Aujourd'hui, nous produisons près de 40 millions de tonnes par an alors que notre consommation est d'environ 24 millions de tonnes. Le surplus est exporté. Il en est de même pour l'acier algérien, qui est aujourd'hui très demandé sur les marchés internationaux », a-t-il énuméré. Donc, la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne est devenue nécessaire. En clair, le partenariat avec Bruxelles doit désormais tenir compte de la montée en puissance de la production nationale et des capacités d'exportation développées par l'Algérie au cours des dernières années. Pour Abdelmadjid Tebboune, ces performances démontrent que la logique qui prévalait lors de la signature de l'accord en 2005 n'est plus d'actualité. Il a également critiqué le système de quotas appliqué par certains partenaires européens, estimant qu'il est incompatible avec les principes du libre-échange. « La politique des quotas ne correspond pas à l'esprit du libre-échange. Notre souhait est simple : développer des relations équilibrées, fondées sur des échanges mutuellement bénéfiques et sur la qualité des produits. Nous constatons d'ailleurs une réelle compréhension de cette préoccupation auprès de plusieurs partenaires européens,

notamment l'Italie, avec laquelle nous n'avons aucune difficulté », a-t-il affirmé. En effet, et afin de faire avancer les choses sur ce dossier, l'Algérie compte sur l'appui de ses partenaires européens, notamment l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Le président de la République s'est montré confiant quant aux perspectives d'ouverture des discussions avec Bruxelles. Selon lui, les excellentes relations entretenues par l'Algérie avec la majorité des pays européens constituent un atout pour engager la révision de l'Accord d'association. À ce titre, il a révélé avoir évoqué cette question lors de ses entretiens avec plusieurs dirigeants européens, notamment allemands et espagnols, en insistant sur la nécessité d'ouvrir davantage le marché européen aux produits algériens. Le chef de l'État a souligné que plusieurs partenaires européens comprennent désormais cette démarche, citant notamment l'Italie, avec laquelle l'Algérie entretient une coopération économique sans difficulté majeure. L'Allemagne apparaît, dans cette stratégie, comme un partenaire de premier plan. Abdelmadjid Tebboune a rappelé la profondeur historique des relations entre les deux pays, qualifiant Berlin de « partenaire particulier » de l'Algérie. Il a mis en avant la qualité des investissements allemands et l'évolution de la coopération bilatérale vers un véritable partenariat stratégique. Cette coopération dépasse désormais le cadre des échanges commerciaux pour englober le transfert de technologies, l'industrie mécanique, la pharmacie, les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Le président a notamment souligné que l'Allemagne accompagne l'Algérie dans le développement d'une véritable base industrielle, avec des transferts de savoir-faire dans la fabrication de moteurs, de boîtes de vitesses, de composants automobiles et de produits à forte valeur technologique. « Nous voulons rompre avec l'ancien modèle fondé sur une simple relation commerciale où le Nord produit et le Sud achète. Aujourd'hui, nous produisons en Algérie grâce au transfert technologique », a-t-il expliqué. Cette montée en gamme de l'industrie natio-

nale, portée par les compétences des jeunes ingénieurs et chercheurs algériens, devrait, selon lui, renforcer davantage la compétitivité des produits algériens sur les marchés européens et africains.

La relance du partenariat avec Madrid

Le président Tebboune a également mis en avant le retour à la normale des relations avec l'Espagne, considérant que les incompréhensions des dernières années appartiennent désormais au passé. « Chacune des deux parties a fait un pas vers l'autre », a-t-il affirmé, annonçant la signature, dès le mois d'octobre prochain, de nouveaux accords bilatéraux portant sur le gaz ainsi que sur plusieurs autres secteurs économiques. Cette normalisation ouvre la voie à un renforcement des échanges commerciaux et énergétiques entre les deux pays, mais également à une coordination plus étroite sur les dossiers économiques entre Alger et Madrid. Outre la révision de l'Accord d'association, le président de la République défend une nouvelle approche des relations économiques entre l'Algérie et l'Union européenne. Selon lui, l'Algérie n'est plus un simple marché d'importation, mais un partenaire industriel capable d'offrir des produits répondant aux standards européens, qu'il s'agisse des matériaux de construction, des produits sidérurgiques ou encore des productions agricoles et agroalimentaires. Cette évolution, fruit de la stratégie de diversification engagée depuis plusieurs années, plaide, selon le chef de l'État, pour un partenariat plus équilibré, fondé sur la complémentarité économique, le transfert de technologies, la réciprocité commerciale et un meilleur accès des produits algériens au marché européen. Pour Abdelmadjid Tebboune, les nouvelles relations stratégiques nouées avec l'Allemagne, la relance de la coopération avec l'Espagne et les excellents rapports entretenus avec plusieurs autres partenaires européens constituent autant d'atouts pour convaincre l'Union européenne d'engager une révision de l'Accord d'association, afin de l'adapter aux nouvelles ambitions économiques de l'Algérie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE L'A SOULIGNÉ : «L'Algérie ne fera jamais de mal à ses voisins»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie ne fera jamais de mal à ses voisins, soulignant que le terrorisme n'est pas un héritage, ni une fatalité en Afrique. "Je peux vous dire une chose (...), et les Algériens peuvent en être fiers: leur pays ne fera jamais de mal à ses voisins", a affirmé le président de la République lors de son entrevue périodique avec les représentants de médias nationaux, diffusée lundi soir. Il a expliqué, en outre, que le terrorisme n'était pas un "héritage" en Afrique, ni une "fatalité", affirmant que ce phénomène a été créé en Afrique. Il a assuré, à ce propos, que "ceux qui ont créé le terrorisme et leurs complices, sont ceux-là mêmes qui disent vouloir aider les Maliens à régler le problème du terrorisme", soulignant les liens de fraternité et de bon voisinage qui existent depuis des siècles entre l'Algérie et le Mali. Le président de la République a également évoqué la menace terroriste à laquelle fait face aujourd'hui la Tunisie. "On veut déstabiliser la Tunisie à cause de l'Algérie. On veut l'isoler de l'Algérie pour en faire une proie facile et on ne les laissera pas faire", a-t-il martelé. "Celui qui touche la Tunisie nous touche", a enchaîné le président de la République. Il s'est attardé, par ailleurs, sur la volonté de l'Algérie de contribuer au règlement d'un certain nombre de "problèmes" au Moyen-Orient, précisant que l'Algérie était dans la même tranchée que des pays comme l'Égypte et l'Arabie saoudite, notant néanmoins qu'un "petit Etat" continue à créer des troubles dans certains pays.

R E.

COMPÉTENCES NATIONALES À L'ÉTRANGER

Le président de la République souligne leur rôle dans le développement national

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réitéré son engagement à associer étroitement les compétences nationales établies à l'étranger au développement du pays, soulignant que cette élite constitue un levier essentiel pour faire basculer l'Algérie vers une nouvelle ère de progrès scientifique et industriel. S'exprimant lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée lundi soir sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales, le président de la République a in-

diqué que l'accès des Algériens établis à l'étranger à des postes de responsabilité, y compris au sein du gouvernement, "demeure ouvert à toute compétence nationale répondant aux critères d'expérience et d'efficacité, sans distinction de lieu de résidence". Il a mis en exergue le haut niveau de qualification des Algériens évoluant dans des pays développés, notamment dans des secteurs de pointe comme les programmes spatiaux, la médecine génétique ou la cancérologie. "Leur apport est essentiel pour nous faire gagner du

temps. Une expérience acquise en 20 ans à l'étranger peut être transmise à l'Algérie en 3 ou 4 ans", a-t-il estimé. Le président de la République a évoqué, dans ce sens, la création du Haut conseil de la communauté scientifique nationale à l'étranger, qui constitue "un réservoir de compétences", exhortant les experts de la diaspora, notamment dans le domaine médical, à s'investir concrètement en Algérie à travers la création de cliniques de pointe ou des universités privées spécialisées. Il a assuré que l'Etat "facilitera l'octroi de terrains et de prêts bancaires

au profit de ces projets d'excellence". "Le moment est venu de lever les complexes et d'ouvrir grand les portes à nos compétences", a-t-il soutenu. Le président de la République s'est dit "convaincu" que "dans cinq ans, l'Algérie ne sera plus la même qu'aujourd'hui", citant les avancées enregistrées dans le domaine de l'intelligence artificielle et le succès des startups algériennes qui intègrent désormais les chaînes de production industrielle.

APS

SIDI BEL ABBÈS
Le Salon national des fruits destinés à l’exportation du 30 juillet au 2 août 2026

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organise, en coordination avec la wilaya de Sidi Bel Abbès, le Salon national des fruits destinés à l'exportation, et ce du 30 juillet au 2 août 2026 à la salle "Adda Boudjella" dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Ce rendez-vous économique regroupera les producteurs, les exportateurs et les opérateurs économiques, ce qui offrira l'opportunité d'établir des partenariats commerciaux et de renforcer la coopération entre les différents acteurs dans la filière fruits destinée à l'exportation, souligne le communiqué. Le Salon renferme des stands dédiés à l'exposition de plusieurs sortes de fruits algériens destinés aux marchés étrangers, ainsi qu'à l'organisation de rencontres professionnelles, d'activités visant à soutenir les exportations agricoles algériennes et l'échange d'expertises et d'expériences entre professionnels, ajoute la même source. Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a invité les producteurs, les exportateurs et les opérateurs économiques désirant participer à cette manifestation à s'inscrire via la plateforme électronique réservée à cet effet via le lien suivant: https://www.mcpe.gov.dz/foire_belabbas.

APS

CPA
Lancement d’une carte VISA dédiée au droit de change

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, lundi, le lancement de la carte internationale "CPA VISA Classique" (Change voyage), un nouveau produit bancaire destiné aux voyageurs, permettant de bénéficier du droit de change pour les déplacements à l'étranger, conformément à la réglementation en vigueur. Dans un communiqué, la banque précise que cette carte est exclusivement dédiée au montant alloué au titre du droit de change pour voyage à l'étranger. Elle permet à son détenteur d'effectuer des paiements et des retraits hors du territoire national en toute sécurité. Le CPA souligne qu'aucun solde minimum n'est exigé sur le compte en devises pour bénéficier de cette carte. En revanche, le compte en dinars doit être approvisionné d'au moins 10.000 DA, afin de couvrir notamment les frais annuels de la carte, fixés à 3.000 DA, ainsi que les commissions liées à son utilisation. La banque précise également que seules les opérations effectuées à l'aide de cette carte sont autorisées sur le compte en devises dédié au droit de change. Le CPA rappelle, en outre, que la contre-valeur en dinars du droit de change ne peut être versée en espèces et doit obligatoirement être réglée au moyen d'un instrument de paiement scriptural, conformément à la réglementation en vigueur.

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 400 000 places et 23 nouvelles spécialités pour la rentrée

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a annoncé la mise à disposition de plus de 400.000 places pédagogiques et l'ouverture de 23 nouvelles spécialités dans le cadre de la rentrée de la formation professionnelle, fixée au 4 octobre prochain. Présidant, lundi, les travaux d'une conférence nationale consacrée à la prochaine rentrée de la formation professionnelle, la ministre a indiqué que celle-ci constitue "une étape stratégique pour la mise en œuvre des réformes que connaît le secteur". Dans ce cadre, "plus de 400.000 places pédagogiques ont été assurées dans les différents modes de formation, notamment la formation par apprentissage, avec l'introduction de 23 nouvelles spécialités dans plusieurs domaines, dont l'environnement, l'agriculture, l'industrie et la numérisation". Mme Arhab a également fait savoir que

les inscriptions pour cette rentrée débuteront le 8 août et se poursuivront jusqu'au 26 septembre prochain. A ce propos, elle a précisé que cette conférence qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la rentrée de la formation professionnelle 2026, était consacrée à "la présentation et à l'examen de la note d'encadrement relative à cette rentrée, ainsi qu'à l'évaluation du niveau de préparation des établissements de formation, outre l'ajustement des différents aspects organisationnels et pédagogiques, à même de garantir une rentrée réussie". Mme Arhab a insisté sur la nécessité du "strict respect du contenu de la note d'encadrement et d'unifier la méthodologie de travail à travers l'ensemble des établissements de formation, tout en œuvrant à améliorer la qualité de la formation et à réunir toutes les conditions nécessaires à l'accueil des stagiaires, ainsi qu'à renforcer l'offre de formation

dans les spécialités prioritaires, selon une approche nationale répondant aux besoins économiques et de développement". La ministre a également souligné l'importance de s'appuyer pleinement sur le référentiel national des formations et des compétences (RNFC), en tant qu'"outil de référence pour adapter les offres de formation aux besoins des secteurs économiques, notamment au regard des projets structurants et stratégiques que connaît l'Algérie", précisant que "640 spécialités ont été actualisées". Elle a, en outre, mis en avant la nécessité de "se référer au tableau de bord et à la cartographie des métiers comme deux outils de planification et de prospection des besoins futurs en compétences, afin d'orienter la formation vers les métiers prioritaires".

R E.

LG ALGÉRIE

L’innovation au service du confort et de l’efficacité énergétique

Chaque été, les températures grimpent à travers l'Algérie, dépassant parfois les 40 °C dans plusieurs régions. Face à ces épisodes de forte chaleur, de nombreux foyers cherchent à maintenir un intérieur confortable sans voir leur facture d'électricité s'envoler. Pour LG Electronics, un climatiseur performant ne se limite pas à produire de l'air froid : il doit également offrir un confort durable, une meilleure qualité de l'air et une consommation énergétique optimisée.

La fraîcheur ne dépend pas uniquement de la température

Contrairement aux idées reçues, régler un climatiseur sur une température très basse n'est pas toujours la meilleure solution. Le confort thermique dépend aussi du taux d'humidité présent dans l'air. En période estivale, notamment dans les régions côtières, une humidité élevée accentue la sensation de chaleur et d'inconfort. C'est pourquoi les climatiseurs LG intègrent un mode Déshumidification (Dry Mode), conçu pour réduire l'excès d'humidité dans l'air tout en maintenant une température agréable. Résultat : un environnement plus confortable, une sensation de fraîcheur naturelle et un meilleur bien-être au quotidien.

Rafraîchir efficacement... sans gaspiller d’énergie

L'un des principaux défis durant l'été reste la consommation électrique. Grâce à la technologie DUAL Inverter Compressor™, les climatiseurs LG ajustent automatiquement leur puissance en fonction de la température de la pièce, plutôt que d'alterner constamment entre marche et arrêt. Cette régulation intelligente permet d'atteindre rapidement la température souhaitée, de la maintenir de manière stable et de limiter la consommation d'énergie, tout en

réduisant le niveau sonore pour un confort optimal, de jour comme de nuit.

Une climatisation qui s’adapte au rythme de vie

Avec l'application LG ThinQ™, les utilisateurs peuvent contrôler leur climatiseur à distance depuis leur smartphone : allumer l'appareil avant leur retour à la maison, programmer des horaires de fonctionnement, ajuster la température ou encore suivre la consommation énergétique. Une solution pratique qui permet de profiter d'un intérieur frais dès l'arrivée, tout en évitant un fonctionnement inutile lorsque le logement est inoccupé.

Les bons réflexes pour un été plus confortable

Pour profiter pleinement de son climatiseur tout en optimisant sa consommation, LG

recommande quelques gestes simples : Régler la température entre 24 et 26 °C, idéale pour le confort et les économies d'énergie. Utiliser le mode Déshumidification lorsque l'humidité est élevée afin d'améliorer la sensation de fraîcheur. Nettoyer régulièrement les filtres pour préserver les performances de l'appareil et la qualité de l'air. Programmer le fonctionnement du climatiseur via LG ThinQ™ afin de limiter les consommations inutiles. En associant technologies intelligentes, efficacité énergétique et fonctionnalités pensées pour le confort quotidien, LG accompagne les foyers algériens tout au long de la saison estivale avec des solutions de climatisation adaptées aux exigences du climat local.

Communiqué

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا
	Tomate	79	94	64	الطماطم
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف
	Carotte	92	103	80	الجزر
	Navet	204	228	180	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار
	Courgette	86	101	71	الكوسة
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	126	140	112	الخس
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي
	Datte	508	639	376	التمر
	Banane	617	645	589	الموز
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)

LANCEMENT DE LA PREMIÈRE EXPORTATION
DE CLIMATISEURS VERS L'ESPAGNE

Le «Made in Algeria» gagne
du terrain en Europe

L'Algérie a enregistré une nouvelle avancée dans le développement de ses exportations hors hydrocarbures. Une première opération d'exportation de climatiseurs mobiles fabriqués localement vient d'être expédiée vers le marché européen.

Par Selma R.

Cette opération a été lancée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, lors de la première étape de sa visite de travail dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj. Accompagné du wali de Bordj Bou Arréridj, M. Kamel Nouicer, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), des membres de la commission de sécurité et des autorités locales, le ministre a supervisé, au niveau de la plateforme logistique de Condor, le départ de la première cargaison de climatiseurs mobiles à destination de l'Espagne. Cette expédition concrétise la première commande commerciale émanant de grandes centrales d'achat européennes pour ce type d'équipements. À cette occasion, M. Rezig a également présidé l'opération d'exportation de climatiseurs fixes de type « split » vers la République tunisienne, dans le cadre d'un envoi global comprenant 46 conteneurs. Intervenant à cette occasion, le ministre a affirmé que ces résultats traduisent les effets de la politique économique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, fondée sur le soutien à la production nationale, l'encouragement de l'investissement industriel et l'accompagnement des exportateurs. M. Rezig a souligné que son secteur poursuivra ses efforts

pour renforcer la présence des produits algériens sur les marchés internationaux, en accordant une attention particulière aux produits à forte valeur ajoutée, dans le but de contribuer à la diversification de l'économie nationale et à la promotion du label « Made in Algeria ». Le ministre a, en outre, indiqué que les grandes centrales d'achat européennes s'approvisionnent désormais en produits algériens, ce qui reflète la confiance croissante accordée aux capacités des entreprises industrielles nationales. Il a précisé qu'à ce jour, l'opérateur économique Condor a enregistré des commandes à l'exportation portant sur plus de 250 000 climatiseurs mobiles, illustrant les perspectives offertes par le marché européen aux produits algériens. Cette opération, a-t-il ajouté, ne constitue pas seulement une exportation de produits industriels, mais témoigne de la capacité de l'industrie algérienne à accéder aux marchés internationaux les plus compétitifs, grâce à la conformité de ses produits aux normes européennes en matière de qualité, de sécurité et de performance. Évoquant les atouts du produit algérien, M. Rezig a mis en avant la proximité géographique avec le marché européen, précisant que le transport maritime vers l'Europe ne nécessite que deux jours, contre des délais nettement plus longs pour les importations en provenance des marchés asiatiques. Cet avantage permet aux exportateurs algériens de réduire les délais de livraison, de maîtriser les coûts logistiques et de répondre plus rapidement aux besoins des clients, renforçant ainsi la compétitivité des produits algériens sur les marchés européens.

Poursuivant sa visite dans cette wilaya, lors de la deuxième étape de son déplacement, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, a donné le coup d'envoi de l'opération d'exportation d'un camion chargé de réfrigérateurs et de congélateurs de la marque « Media », relevant du groupe Arkoudim, à destination de la Tunisie et de la Libye. À cette occasion, le ministre a affirmé que cette réalisation reflète l'évolution qualitative atteinte par l'industrie algérienne et sa capacité à produire des équipements électroménagers répondant aux normes internationales en matière de qualité et de compétitivité. « Ces performances permettent aux produits nationaux d'accéder aux marchés extérieurs et de renforcer leur position sur les différents marchés régionaux et internationaux », a-t-il affirmé, soulignant que les résultats enregistrés témoignent de la réussite des réformes et des mesures mises en place pour accompagner les exportateurs, ancrer la culture de l'exportation et contribuer à l'amélioration de la compétitivité du produit national, tout en ouvrant de nouvelles perspectives aux entreprises algériennes.

PROJETS D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Le ministre de l'Hydraulique préside une réunion de suivi

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, a présidé une réunion consacrée au suivi des projets de raccordement à distance à partir des nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer de Chlef, Mostaganem et Tlemcen, qui permettront d'alimenter en eau potable 12 wilayas, insistant sur la nécessité d'accélérer la réalisation des différents projets stratégiques liés à l'eau et à l'assainissement, indique mardi un communiqué du ministère. Cette réunion de travail et d'évaluation, présidée lundi à Alger par le ministre, a été consacrée au suivi de l'état d'avancement des projets supervisés par l'Algérienne des Eaux (ADE) et l'Office national de l'assainissement (ONA), en présence des cadres du ministère et des responsables des deux établissements. Lors de cette réunion, l'accent a été mis sur les procédures de lancement des projets de raccordement à distance, comprenant un réseau de conduites de transfert et de raccordement s'étendant sur plus de 250 kilomètres vers chacune des wilayas concernées. La station de dessalement de Tlemcen alimentera les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Saïda et Naâma. Celle

de Mostaganem couvrira les wilayas de Mostaganem, Relizane, Tiaret et Tissemsilt, tandis que la station de Chlef approvisionnera les wilayas de Chlef, Aïn Defla, Médéa ainsi que la partie est de la wilaya de Tissemsilt, précise le communiqué. La réunion a également permis de faire le point sur plusieurs projets stratégiques, notamment le projet de transfert des eaux à partir de la station de dessalement de Fouka 2, déjà mis en service et qui a commencé à alimenter les communes de la partie est de la wilaya de Blida. Par ailleurs, le projet de Koudiet Draouche, reliant les wilayas d'El Tarf et de Guelma, est entré partiellement en exploitation. La mise en service complète des autres installations interviendra après l'achèvement des essais techniques, selon la même source. La réunion a, en outre, abordé d'autres projets en cours de réalisation ou de préparation, incluant l'approvisionnement de la région de Tin Zaouatine en eau potable, l'achèvement de projets dans la wilaya de Souk-Ahras, ainsi que la préparation de l'alimentation de la ville d'El Eulma et de plusieurs communes du nord-est de Sétif à partir du Barrage de Draâ Diss.

Ces opérations englobent aussi des projets de stations de déminéralisation, l'extension des stations de traitement des eaux et le renouvellement des réseaux de distribution afin de réduire les fuites et d'améliorer la qualité du service. Concernant le secteur de l'assainissement, l'exposé présenté lors de cette réunion relève que l'Office national de l'assainissement (ONA) assure la réalisation de 147 projets sur un total de 151 programmés. Ces projets comprennent la construction et la réhabilitation de stations d'épuration des eaux usées en les dotant du traitement tertiaire, dans l'objectif de réutiliser les eaux épurées pour l'irrigation agricole et les usages industriels. Au terme de la réunion, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des travaux, de respecter les normes de qualité et de hâter la mise en service des projets achevés, tout en imposant un suivi quotidien des travaux et en renforçant la coordination entre les différents intervenants, afin de consolider la sécurité hydrique et d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement, conclut le communiqué.

APS

PROJET « BALADNA
ALGÉRIE »

Consolidation
du soutien
logistique
pour sa
concrétisation

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a reçu, lundi au Palais du Gouvernement, le président du conseil d'administration du projet de partenariat "Baladna Algérie", Ali Al-Ali, et la délégation qui l'accompagne, en présence de cadres centraux du ministère, afin de passer en revue l'état d'avancement du projet et d'examiner les aspects logistiques destinés à en soutenir la réalisation. Cette rencontre a été consacrée au suivi de l'état d'avancement du projet "Baladna Algérie", ainsi qu'à l'examen de différentes questions logistiques, notamment celles liées au secteur des transports, en vue d'assurer les conditions idoines nécessaires au succès de ce projet stratégique et à sa concrétisation dans les meilleures conditions. A cette occasion, M. Sayoud a réaffirmé que le ministère apporterait "toutes les formes d'accompagnement et de soutien", à travers la réunification des conditions propices et la garantie du suivi indispensable à même de veiller au bon déroulement du projet et à sa réussite. De son côté, le président du conseil d'administration du projet de partenariat "Baladna Algérie", Ali Al-Ali, a exprimé ses remerciements et sa gratitude au ministre de l'Intérieur pour l'accueil chaleureux, saluant l'esprit de coopération et la disposition constante à accompagner le projet, ce qui traduit la volonté des pouvoirs publics de réunir toutes les conditions propres à en assurer le succès. Les deux parties se sont félicitées de la solidité des relations fraternelles unissant l'Algérie et le Qatar, ainsi que de l'évolution continue qu'elles connaissent, grâce à la volonté commune des dirigeants des deux pays, à même de renforcer la coopération et le partenariat dans différents domaines, notamment les projets stratégiques d'intérêt commun. Il convient de rappeler que ce projet, qui s'étend sur une superficie de 117.000 hectares dans le cadre du partenariat entre la société qatarie Baladna et le Fonds national d'investissement (FNI), vise, à long terme, à élever 270.000 têtes bovines, à même de permettre la production d'environ 194.000 de la poudre de lait annuellement, en sus de plus de 250 autres produits dans des étapes ultérieures. Le projet, dont la valeur des investissements est estimée à 3,5 milliards de dollars, vise à couvrir 50 % des besoins de l'Algérie en poudre de lait, à renforcer la sécurité alimentaire, à réduire la dépendance aux importations et à créer plus de 15000 emplois lors de l'étape de réalisation.

R. E.

BOUMERDES
Projet d’une voie double dans la ville de Bordj Menail pour fluidifier la circulation

La commune de Bordj Menail (wilaya de Boumerdes) s'attelle à finaliser les préparatifs pour la réalisation d'un projet de voie double visant à renforcer les infrastructures de base et à fluidifier la circulation routière au niveau de la ville, selon un exposé présenté lundi lors d'une réunion au siège de la daïra de Bordj Menail.

La réalisation de ce projet s'inscrit dans le cadre de la vision adoptée par l'État visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, à renforcer l'esthétique de la ville et à lui donner l'aspect urbain qui lui sied. Selon la même source, cette voie double s'étend sur une distance de 5 km et passe au-dessus de l'ancien tracé de la voie ferrée décalée de son site initial, en partant de la zone industrielle de Bordj Menail, via le centre-ville, jusqu'à la cité des 800 logements AADL située dans la zone de Draâ El Kahwa, à la périphérie de la ville. Une enveloppe de 600 millions DA a été allouée à la réalisation de ce projet vital, financée de manière conjointe par différents secteurs, alors qu'une seconde tranche sera attribuée en fonction de l'avancement des travaux de réalisation, précise le même exposé.

Pour rappel, la commune de Bordj Menail a retenu d'un plan de développement dont elle a entamé la mise en œuvre progressive au titre de l'année 2026, incluant le raccordement aux différents réseaux d'eau potable, d'assainissement, de gaz et d'électricité, ainsi que l'aménagement des routes et des pistes.

Les plus importantes opérations programmées pour un lancement prochain dans le cadre de ce plan cohérent en la réhabilitation de plusieurs routes principales et secondaires dans les parties Ouest et Est de la ville, ainsi que de la RN12, en plus de la réhabilitation des trottoirs et des voies piétonnes.

APS

SIDI BEL-ABBÈS
Des projets de développement en cours de réalisation dans plusieurs secteurs

La wilaya de Sidi Bel-Abbès connaît une dynamique de développement soutenue à travers la réalisation de projets pertinents de plusieurs secteurs. Ces projets ont fait, lundi, l'objet d'une visite de travail et d'inspection du wali, Kamel Hadji.

Cette visite a permis d'évaluer l'état d'avancement des travaux et le rythme de réalisation de projets pertinents des secteurs de l'éducation, de la justice, du logement et de l'amélioration urbaine, en vue de garantir leur réception dans les délais impartis, notamment les infrastructures destinées à être opérationnelles à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire.

Dans ce cadre, le wali a entamé sa tournée par l'inspection des projets du secteur de l'éducation, notamment la réalisation d'un collège (CEM) dans la commune de Belarbi, d'un lycée d'une capacité de 1 000 places au niveau du pôle urbain de Telmouni, ainsi que d'une école primaire au village El-M'haidid et d'une autre dans le quartier des 1 220 logements, au quartier Es-Sakhra, dans la commune de Sidi Bel-Abbès.

Au cours de ces différentes étapes, le chef de

l'exécutif de la wilaya a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts et d'accélérer le rythme des travaux, et d'achever rapidement les aménagements extérieurs et les raccordements aux différents réseaux, y compris la fibre optique, afin de mettre ces établissements en service dès le début de la nouvelle année scolaire.

Concernant le secteur de la justice, le wali a inspecté le chantier de réalisation du siège du tribunal administratif, où il a donné des instructions pour mobiliser tous les moyens matériels et humains nécessaires, de finaliser les raccordements aux réseaux ainsi que les aménagements extérieurs, afin de livrer cette infrastructure dans les meilleurs délais.

La visite concerne également les projets pertinents des secteurs du logement et de l'amélioration urbaine. A cette occasion, le wali s'est rendu au quartier Abdelkader

Boumlik, dans la commune de Sidi Bel-Abbès, où il s'est enquis de l'avancement des travaux d'aménagement des voiries, des trottoirs, des espaces verts et de l'éclairage public. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un programme intégré de réhabilitation du quartier et d'élimination des décharges sauvages, indique-t-on.

Dans le même quartier, le wali a également inspecté l'état d'avancement du projet de réalisation de 260 logements publics locatifs (LPL), soulignant la nécessité d'accélérer l'achèvement des réseaux de raccordement et des aménagements périphériques.

La visite s'est achevée au centre-ville par une inspection du siège de la troisième Sûreté urbaine, où la possibilité de sa réhabilitation et de sa modernisation a été examinée, afin de l'adapter à son emplacement stratégique.

R. E.

MOSTAGANEM
Un programme de raccordement de plus de 9 000 logements au réseau de gaz naturel en 2026

La wilaya de Mostaganem a retenu, au titre de l'année 2026, d'un programme visant le raccordement de 9 023 logements au réseau de gaz naturel dans plusieurs communes, a indiqué, lundi, la cellule d'information et de communication du cabinet du wali.

Selon la même source, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé dimanche une réunion d'évaluation consacrée au suivi de l'état d'avancement du programme public d'investissement dans le secteur de l'énergie. Les discus-

sions ont notamment porté sur la modernisation et l'amélioration du réseau électrique, ainsi que sur l'extension de la couverture en gaz naturel à travers la wilaya.

Le programme prévoit plusieurs opérations, dont le raccordement de 967 logements dans la commune de Oued El-Kheir, pour un investissement public dépassant 194 millions de dinars. Il comprend également une opération de raccordement de 2 407 logements à travers un réseau de transport de 84 km, couvrant sept communes, pour une enveloppe financière supérieure

à 400 millions de dinars. Lors de cette réunion, un projet de raccordement des communes d'Achaâcha et d'Ouled Boughalem au réseau de gaz naturel a également été présenté. Cette opération prévoit la réalisation d'un réseau de transport et de distribution d'une longueur de 44,57 km, destiné à alimenter 1 865 familles, pour un investissement évalué à 562 millions de dinars.

Par ailleurs, le programme actuellement en cours de réalisation concerne 11 communes et permettra le raccordement de 3 784 logements grâce à la réali-

sation d'un réseau de plus de 136 km, avec une enveloppe budgétaire globale dépassant 480 millions de dinars. Les travaux enregistrent des taux d'avancement variables selon les projets, précise le communiqué.

A l'issue de la réunion, le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des travaux et de respecter les délais contractuels. Il a également appelé à renforcer la coordination entre les différents intervenants et à intensifier le suivi sur le terrain afin d'améliorer la qualité du service public offert aux citoyens.

R. E.

BEJAÏA
Lancement de l’opération de recensement et d’évaluation des pertes causées par les incendies de forêt

Une commission de wilaya a entamé l'opération de recensement, d'inventaire et d'évaluation des pertes causées par les incendies de forêt dans la wilaya de Bejaïa, en vue d'une prise en charge immédiate des familles sinistrées, à-on informé lundi auprès des services de la wilaya. Les mêmes services

ont affirmé que la commission de wilaya, installée dimanche, a entamé l'inspection sur le terrain ainsi que le recensement des dégâts causés par les récents incendies qu'a connus la wilaya. L'évaluation porte notamment sur les récoltes agricoles, les dommages causés aux habitations, au mobilier et aux divers biens,

concrétisant ainsi la volonté de l'État d'être aux côtés des citoyens touchés, de prendre en charge leurs préoccupations et d'accélérer les procédures d'indemnisation.

Le wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kerbouche, a présidé aujourd'hui lundi une réunion consacrée au suivi des travaux de cette commission et

à l'établissement de son plan d'action, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à prendre en charge et à indemniser les personnes touchées par les incendies de forêt.

A cette occasion, le wali a souligné la nécessité de poursuivre le travail

sur le terrain avec rigueur et d'intensifier la coordination entre les différents intervenants afin de dresser un bilan global des pertes enregistrées, de manière à prendre les mesures adéquates pour la prise en charge des zones sinistrées et accompagner les citoyens concernés dans les meilleurs délais.

BATNA
Mise en service de 11 nouvelles stations 4G depuis début 2026

La wilaya de Batna a connu depuis début 2026 la mise en service de 11 nouvelles stations de base 4G au bénéfice de plus de 8.500 habitants, à-on informé lundi auprès du directeur local de la poste et des télécommunications. Dans une déclaration à l'APS, M. Abdeslam Attia a précisé que ces stations ont été installées dans les communes de Gosbat, de Merouana, de Chemora, de N'gaous, d'Ain Yagout (localité de Dhraa Boultif), de Ras Layoune, de Ksar Belezma, d'El Hassi, de Larbaa, de Timgad et de Bitam, ajoutant que deux autres nouvelles stations

seront mises en service avant fin 2026. dans les deux communes de Timgad et Bitam au profit de plus de 1.300 clients de sorte à porter le nombre total de ces stations à Batna à 115.

M. Attia a précisé que l'opération s'inscrit dans le cadre des efforts d'élargissement de la couverture par le réseau 4G pour toucher l'ensemble des communes, notamment les localités reculées non encore couvertes par le réseau internet ainsi que pour améliorer le débit et soutenir la transition numérique.

Concernant l'extension du réseau de fibres optiques, le même responsable a relevé que la wilaya a détenu au titre de

l'année 2026 d'un total de 53 projets de modernisation du réseau (remplacement des câbles de cuivre par ceux de fibres optiques) dans toutes les communes pour un total de 89.328 accès, pertinent que les travaux de ces projets ont été lancés et il a été procédé à ce jour à la mise en service de 52.936 accès, tandis que le reste devra l'être avant la fin de l'année.

La wilaya de Batna a réalisé de 55 autres opérations de raccordement à cette technologie des localités qui n'étaient pas raccordées auparavant ainsi que des nouvelles extensions urbaines des com-

munes pour un total de 11.672 accès dont 9.440 concrétisés et le reste devra être mis en exploitation fin 2026, selon le directeur du secteur qui a affirmé que les efforts sont accomplis pour couvrir toutes les parties du chef-lieu de wilaya par le réseau de fibres optiques puis cette étendue. technologie progressivement au reste des communes.

Le nombre des bénéficiaires du réseau de téléphonie fixe des diverses technologies dépasse actuellement 223.000 clients à travers les communes de la wilaya.

Agence

Le pari de Trump sur les stablecoins met le système financier en danger

3^e partie et fin

L'engouement du gouvernement américain pour les cryptomonnaies dites « stablecoins » ne se limite pas à la corruption à la Trump ou au lobbying industriel. Il s'agit d'une tentative visant à réduire les coûts des emprunts fédéraux, une initiative qui pourrait, à long terme, compromettre la stabilité du système financier.

Par David Martin (*)

La transition des cryptomonnaies, qui sont passées d'une niche numérique aux feux de la rampe de la finance traditionnelle, a suivi exactement le même chemin que celui des institutions financières traditionnelles que celles-ci aiment tant critiquer. Pourtant, si le budget fédéral enregistrait un excédent, les émetteurs de stablecoins commenceraient sans aucun doute à chercher d'autres moyens de garantir l'émission de leurs dépôts, car l'offre de bons du Trésor diminuerait. À ce stade, une pression structurelle considérable s'exercerait en faveur d'une déréglementation permettant aux émetteurs de stablecoins de garantir leurs émissions par d'autres formes de dette privée bien moins sûres, créant ainsi à nouveau les conditions d'un nouvel effondrement financier. Compte tenu de ces risques pour le système financier, quels sont les avantages supposés d'un rattachement du système budgétaire américain aux stablecoins ? Par le passé, les gouvernements ont pu invoquer des arguments d'intérêt public, au moins en apparence plausibles, pour prendre ce pari. En 1863, les Républicains ont réformé le système bancaire afin d'emprunter à bas coût pour vaincre le Sud et mettre fin à l'esclavage. Dans les années 1940 et 1950, la Réserve fédérale a créé et déréglementé le marché des pensions de titres pour financer les dépenses liées à la Guerre froide. Beaucoup conviendront que le jeu en valait la chandelle dans le premier cas ; et que le second constituait au moins d'une tentative de justification sérieuse, même s'il s'agissait surtout d'un alibi pour l'agression impérialiste américaine. Mais les arguments avancés aujourd'hui pour justifier un nouvel endettement (financer des baisses d'impôts régressives et stabiliser un marché obligataire ébranlé par la politique tarifaire de l'administration et, désormais, par un aventurisme militaire mal conçu) sont loin d'atteindre ne serait-ce qu'un niveau minimal de plausibilité.

En somme, la transition des cryptomonnaies, de la marge du monde numérique aux feux de la rampe de la finance traditionnelle, a suivi exactement le même chemin que celui des institutions financières traditionnelles que celles-ci aiment tant critiquer. À l'instar du marché des opérations de prêt sur titres et du système des banques nationales, les stablecoins ont été greffés sur l'appareil fiscal de l'État afin de réduire le coût d'emprunt du gouvernement. Comme l'histoire le montre, ces imbrications entre les domaines fiscal et financier ne garantissent pas une stabilité financière à long terme. Loin de libérer le peuple américain de l'alliance contre nature entre les banques et l'État, les stablecoins se sont simplement joints à la partie.



Comment reconstruire notre système financier

En tenant compte de ce contexte historique, le premier des deux piliers d'une réforme financière de bon sens consiste à repenser le système financier afin de garantir que la création monétaire soit le fait exclusif des banques réglementées. Morgan Ricks, dans son ouvrage intitulé *The Money Problem*, présente un point de vue détaillé de la manière dont une telle transformation pourrait s'opérer, notamment grâce à une loi sur les « activités bancaires non autorisées » qui empêcherait les nouveaux acteurs financiers, tels que les émetteurs de stablecoins, d'agir comme des banques sans être soumis aux garanties réglementaires qui s'appliquent aux banques (comme l'assurance-dépôts). Une telle réforme permettrait non seulement de stabiliser le système financier, mais aussi de commencer à inverser la croissance fulgurante du secteur financier par rapport aux autres secteurs de l'économie observée depuis les années 1960. Cette dynamique, également appelée « financiarisation », a contribué à bon nombre des problèmes (explosion des inégalités, inflation des actifs et crises financières) qui affligent aujourd'hui les États-Unis.

Pourtant, la clé du succès de cette réforme réside dans la garantie que le Congrès et la Fed respectent leurs engagements. La Fed doit réglementer les nouveaux acteurs financiers qui ressemblent à des banques mais n'en sont pas, même si ces institutions financières contribuent à réduire le coût des emprunts de l'État. Le Congrès, quant à lui, doit exercer un contrôle plus efficace sur la Fed qu'il ne l'a fait par le passé. Alors que la gauche tente de former une large coalition pour contrer le trumpisme et faire avancer des réformes indispensables, un programme axé sur la réduction de la dette et la taxation des plus riches pourrait constituer une voie à suivre. Cela nous amène au deuxième volet d'une réforme financière de bon sens. Pour que la Fed et le Congrès puissent surveiller efficacement le système financier, il faut également supprimer les incitations qui poussent le secteur public à fermer les yeux en échange d'emprunts à faible coût : il faut réduire le déficit fédéral. Mener à bien cette dernière tâche est plus facile à dire qu'à faire. Au XXI^e siècle, les appels à la réduction du déficit budgétaire ont surtout constitué des armes rhétoriques utilisées par le parti d'opposition contre le parti au pouvoir, plutôt que de refléter une véritable stratégie de gouvernance. Les Démocrates, et la Gauche en général, ont souvent dé-

fendu l'idée qui voudrait que l'endettement fédéral soit peu préjudiciable et qu'il renforce en réalité la capacité de l'État à financer ses priorités progressistes. De leur côté, les Républicains font fi de la dette lorsqu'ils sont au pouvoir, préférant réduire les impôts des plus riches.

Bien que les élites des deux partis considèrent la dette publique comme une constante inéluctable de la politique américaine, la réduction de celle-ci bénéficie d'un soutien massif auprès du grand public. Depuis quinze ans, une très large majorité des citoyens déclarent que leur inquiétude personnelle concernant la dette fédérale, est « très grande », ou « assez grande ». Si les économistes balayent souvent ces inquiétudes les qualifiant d'irrationnelles, l'histoire montre que le public comprend bien ses propres intérêts, même s'il ne peut pas expliquer précisément en quoi la dette est préoccupante. En effet, au fond, la question de la dette est simple : les créanciers détiennent le pouvoir, contrairement aux débiteurs. Les citoyens ne savent peut-être pas exactement à qui appartient la dette, mais ils savent que ce n'est pas à eux. Comme l'a constaté Sandy Hager, la répartition de la dette publique est très inégale : en 2013, les 1 % d'individus les plus riches des États-Unis détenaient 56 % de la dette publique américaine.

La réduction de la dette ne doit pas non plus passer nécessairement par l'austérité budgétaire. Au contraire, rendre le système fiscal plus progressif peut permettre de réduire la dette tout en finançant d'autres priorités politiques auxquelles la plupart des Américains sont favorables, comme la réduction des inégalités de revenus grâce à une augmentation de l'imposition des plus riches. Dans le New Jersey, par exemple, un récent sondage mené auprès des électeurs inscrits a révélé que 77 % d'entre eux, parmi lesquels 56 % de Républicains, estimaient que les écarts de revenus dans le pays étaient trop importants.

Alors que la Gauche tente de constituer une large coalition pour contrer le trumpisme et faire avancer des réformes indispensables, un programme axé sur la réduction de la dette et l'imposition des plus riches pourrait constituer une voie à suivre. En plus d'être populaire auprès de la population américaine, ce programme permettrait d'asseoir notre système financier sur des bases plus stables, nous protégeant ainsi de ces crises qui se sont avérées si destructrices pour les familles de la classe ouvrière et pour nos politiques nationales.

(*) Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Rutgers et occupe le poste de chercheur associé au Eagleton Center for Public Interest Polling.
Source : Jacobin, publié le 11-06-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

QATAR - ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE

Renforcer la coopération commerciale et logistique

L'État du Qatar et le Royaume d'Arabie saoudite ont tenu une réunion de coordination, par visioconférence, portant sur le développement de la coopération bilatérale dans les domaines du commerce et des services logistiques. La réunion a été coprésidée, du côté qatari, par Son Excellence le Dr Ahmed bin Mohammed Al Sayed, ministre d'État chargé du Commerce extérieur au ministère du Commerce et de l'Industrie. La délégation saoudienne était représentée par Son Excellence le Dr Rumaih bin Mohammed Al Rumaih, vice-ministre des Transports et des Services logistiques, Son Excellence M. Mohammed bin Abdulaziz Al Abduljabbar, gouverneur de l'Autorité générale du commerce extérieur, ainsi que Son Excellence M. Moussa bin Ahmed Al Barqi, sous-secrétaire au ministère des Transports et des Services logistiques. La réunion, à laquelle ont également participé Son Excellence M. Ahmed bin Abdullah Al Jamal, président de l'Autorité générale des douanes, et Son Excellence M. Mohammed bin Abdullah Al Ibrahim Al Maadeed, secrétaire général du ministère des Transports, ainsi que plusieurs hauts responsables des deux pays, a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la fluidité des échanges commerciaux, de simplifier les procédures douanières, d'améliorer l'efficacité des services logistiques et d'accroître le volume des échanges bilatéraux.

Agence

TUNISIE
Augmentation de 11,5% ses exportations de dattes

Selon l'ONAGRI, le suivi des exportations de dattes tunisiennes durant les neuf premiers mois de la campagne 2025/2026 révèle que les quantités exportées s'élèvent à 135,5 mille tonnes, contre 121,5 mille tonnes durant la même période de l'année précédente, enregistrant ainsi une hausse de 11,5%. En termes de valeur, les recettes des exportations au cours des neuf premiers mois de la campagne 2025/2026 s'élèvent à 854,4 millions de dinars, contre 771,7 millions de dinars pour la même période de l'année précédente, enregistrant ainsi une hausse de 10,7%. Par rapport au même mois de la campagne 2024/2025, le prix moyen des dattes a enregistré une légère baisse (-0,7%). En termes de destination, l'Union Européenne représente la part la plus importante avec 45,9% du volume des exportations L'ONAGRI a indiqué que durant les neuf premiers mois de la campagne, le Maroc a été le premier importateur de dattes tunisiennes, avec 17,6% des quantités exportées. L'Italie arrive en deuxième position avec 11,6%, suivi de l'Allemagne avec 9,8%.

Agence

IRAK-LIBAN

Plaidoyer pour une intégration économique régionale

Le Premier ministre libanais Nawaf Salam a affirmé dimanche, à l'issue de ses entretiens à Bagdad avec le président irakien Nizar Amidi et le Premier ministre Ali al-Zaidi, que le Liban entendait renforcer les projets d'intégration économique avec les pays de la région, notamment dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des transports.

R I/Agence

Dans un message publié sur X, M. Salam a indiqué avoir souligné, lors de ses discussions, que Beyrouth était «résolument déterminé à renforcer les projets d'interconnexion et d'intégration stratégique» avec les pays voisins afin de tirer parti des transformations en cours dans la région. «La coopération économique entre les pays de la région constitue un pilier essentiel de la force, de la stabilité et de la prospérité communes», a-t-il déclaré, ajoutant que le Liban souhaitait être «un partenaire actif» de l'Irak dans le développement de ces projets afin d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement et de soutenir la croissance dans les deux pays.

Renforcer la coopération

Le chef du gouvernement est arrivé plus tôt dans la journée à Bagdad pour une visite officielle consacrée au renforcement de la coopération économique et énergétique entre le Liban et l'Irak, avec en toile de fond la relance du projet d'oléoduc reliant les deux pays via la Syrie.

À son arrivée à l'aéroport de Bagdad, M. Salam, accompagné d'une délégation comprenant notamment le ministre des Finances Yassine Jaber, le ministre de l'Énergie Joe Saddi et le ministre des Télécommunications Charles Hajj, a été accueilli par le ministre irakien des Finances, Faleh Sari, lors d'une cérémonie officielle. Au cœur des discussions figure la réactivation de l'oléoduc Kirkouk-Baniyas-Tripoli, qui acheminait autrefois le pétrole irakien vers la Méditerranée en passant par la Syrie. Les deux parties ont également évoqué la remise en service des installations pétrolières de Tripoli.

Enjeu majeur

Pour Beyrouth, ce projet représente un enjeu économique majeur. Il permettrait de redonner un rôle stratégique au port de Tripoli et à ses infrastructures pétrolières, tout en renforçant la coopération avec l'Irak et la Syrie et en consolidant la position du Liban comme plateforme énergétique en Méditerranée orientale. Selon plusieurs informations de presse, le projet bénéficierait d'un soutien américain. Dans un premier temps, le pétrole irakien se-

rait transporté par voie maritime jusqu'à Tripoli, avant une remise en service de l'oléoduc, endommagé durant la guerre en Syrie. Les travaux de réhabilitation pourraient durer environ treize mois et le projet générerait, à terme, plus d'un milliard de dollars de retombées économiques annuelles. La visite intervient quelques semaines après des discussions sur la réactivation des lignes électriques reliant l'Irak, la Syrie et le Liban, illustrant une volonté plus large de renforcer l'intégration énergétique régionale. Au-delà des questions économiques, ce déplacement revêt également une dimension politique. Le gouvernement libanais cherche à renforcer son ouverture vers les pays arabes après plusieurs années de relations tendues, tandis que l'Irak, qui entretient des liens à la fois avec les différentes composantes politiques libanaises et avec l'Iran, apparaît comme un interlocuteur régional clé. Cette visite s'inscrit enfin dans la volonté affichée par Nawaf Salam de replacer l'État au centre de la conduite des relations extérieures et des négociations économiques, dans la continuité de son discours sur le monopole de l'État en matière de souveraineté et de décisions stratégiques.

EGYPTE

Le parlement approuve la réforme de l'agence « Futur of Egypt »

La Chambre des représentants égyptienne a donné son accord préliminaire au projet de loi du gouvernement visant à réorganiser l'agence « Future of Egypt ». Cette réforme vise à transformer l'agence gouvernementale en une entité spécialisée dotée d'une indépendance administrative et financière, afin de ren-

forcer sa flexibilité et son efficacité dans la mise en œuvre de projets de développement. Initialement un projet de remise en état des terres agricoles dirigé par l'armée, « Future of Egypt » est devenue une agence publique de développement de premier plan, chargée des importations nationales de blé, de la gestion des actifs de l'État et des

infrastructures agricoles. Le projet de loi prévoit également la création du fonds souverain indépendant « Future of Egypt Sovereign Wealth Fund- Pyramids of the Nile », dont les objectifs affichés sont ceux d'assurer une croissance économique durable, de maximiser les rendements des investissements à long terme et de renforcer

la résilience économique l'industrie manufacturière. Le ministre a enfin indiqué que des discussions étaient en cours avec le ministère des Finances et la Banque centrale d'Égypte afin de revoir les mécanismes d'incitation et les dispositifs de financement destinés au secteur industriel.

R I.

TRAFIC MARITIME AU PORT D'AQABA AU 1^{ER} SEMESTRE

Hausse des importations jordaniennes de 44%

Selon l'Association maritime jordanienne, les importations nationales transitant par le port d'Aqaba ont augmenté de +44 % au premier semestre (S1) 2026 en glissement annuel (g.a), atteignant 7,1 M de tonnes, contre 4,9 M de tonnes sur la même période en 2025. En revanche, le volume des exportations a baissé de -7,8 %, passant de 5,4 Mde tonnes au S1 2025 à 4,9 M de tonnes cette année. En particulier, le nombre de conteneurs entrants a augmenté de +4,2 % pour atteindre 245 461 unités

équivalentes à vingt pieds (EVP), et les conteneurs sortants ont diminué de -5,1 % pour atteindre 49 573EVP. Le trafic de transit a également enregistré une croissance importante de +155 %, atteignant 60 178EVP, résultat principalement d'une hausse des expéditions à destination de l'Irak, passées de 2 901EVP au S1 2025 à 24 664 en EVP au S1 2026. Les dépenses d'investissement du Royaume ont augmenté d'environ de + 6,6 % au cours des cinq premiers mois de 2026 par rapport à la même période en 2025, at-

teignant 452 M JOD / 637 M USD, selon les données de finances publiques publiées par le ministère des Finances. Ces fonds ont été investis dans plusieurs projets de développement financés sur le budget 2026 de l'État, notamment l'expansion du champ gazier de Risha, la construction et l'équipement de l'hôpital Princess Basma à Irbid et de l'hôpital militaire de Ma'an, la Stratégie nationale pour l'emploi, ainsi que des projets de développement de l'enseignement professionnel et technique.

Agence

MAURITANIE

Un nouveau projet pour renforcer les compétences des jeunes dans les métiers du numérique

La Mauritanie a lancé jeudi un nouveau projet visant à favoriser l'employabilité des jeunes dans le domaine de la numérisation, financé par le Fonds « Équipe France » du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, et mis en œuvre par l'organisation « Simplon ». Ce projet vise à former plus de 2 150 bénéficiaires dans six villes mauritaniennes, dont environ 2 000 jeunes, dans des domaines liés aux métiers du numérique et à la transformation numérique, en mettant l'accent sur le renforcement des chances d'insertion sur le marché du travail, l'autonomisation des femmes et l'inté-

gration des personnes en situation de handicap. Le ministre de la Formation professionnelle, de l'Artisanat et des Métiers, Mohamed Maa El-Ainin Ould Eyih, a déclaré que ce projet s'inscrit dans le cadre du partenariat mauritano-français et vise à développer les compétences numériques et à répondre aux besoins du marché du travail, soulignant que le secteur de la formation professionnelle a augmenté sa capacité d'accueil de plus de 4 000 places en 2019 à plus de 23 000 places actuellement. Le projet comprend la formation des jeunes et des formateurs, ainsi que le soutien aux services de l'emploi, aux organisa-

tions de la société civile et aux acteurs économiques, ce qui renforce la pérennité de ses résultats. Ce projet s'inscrit dans le prolongement d'une expérience antérieure dans le domaine de la formation numérique qui, selon la fondation « Simplon Mauritanie », au renforcement des compétences numériques de base de près de 5 000 bénéficiaires et à la formation de développeurs dans le domaine des applications web et mobiles, avec un taux d'insertion professionnelle avoisinant les 80 % au cours de la phase pilote du projet « DC Tech Mauritanie ».

R I.

SÉNÉGAL

Dakar teste ses ambitions dans l’aquaculture marine

Au Sénégal, comme dans la plupart des pays côtiers africains, l’offre de poissons repose surtout sur la pêche maritime ou continentale. Les autorités intensifient leurs efforts en vue de développer l’aquaculture, considérée comme une alternative plus durable pour l’approvisionnement.

Synthèse Rédaction Internationale

Le Sénégal expérimente pour la première fois l’aquaculture en mer. Dans un communiqué publié le 27 juillet sur son site, l’Agence nationale de l’aquaculture (ANA) a annoncé l’implantation des premières cages flottantes du pays dans les eaux maritimes de Diakhonor, dans la commune de Palmarin. Réalisé en partenariat avec Atlantic Mariculture, une entreprise sénégalaise engagée dans le développement de l’aquaculture, le projet est censé permettre, dans une phase pilote, d’acquérir une expertise nationale sur ce nouveau segment, tout en évaluant les conditions techniques et économiques

nécessaires à son déploiement à plus grande échelle. Ledit projet était en préparation depuis plusieurs mois. Déjà en avril 2026, le directeur général de l’ANA, Samba Ka, annonçait l’arrivée des équipements nécessaires à l’expérimentation. La ferme-pilote devait alors être constituée de deux cages flottantes de 25 mètres de diamètre, pour un investissement estimé à plus de 350 millions FCFA (607 000 \$). Selon les informations relayées par l’Agence de presse sénégalaise (APS), les autorités locales ont également accompagné la mise en place de l’initiative. La commune de Palmarin a attribué une superficie de 300 hectares pour faciliter le développement du projet.

D’après l’ANA, cette ferme marine pourrait générer environ 400 emplois directs et jusqu’à 1 000 emplois indirects si l’ensemble de la chaîne de valeur est développé.

Un tournant pour le développement de l’aquaculture au Sénégal ?

L’installation de ces cages flottantes en milieu marin marque une évolution importante pour l’aquaculture sénégalaise, jusque-là principalement orientée vers les systèmes continentaux. Depuis plusieurs années, les programmes publics ont surtout soutenu l’élevage de poissons dans des bassins, étangs ou encore des cages flottantes sur les fleuves qui traversent le pays.

OUGANDA

Le pays s’approche de sa première production pétrolière

L’Ouganda attend sa première production pétrolière commerciale depuis des années. Un moment historique, anticipé jusqu’ici pour juillet 2026, qui pourrait transformer l’économie du pays, à condition que les surcoûts du projet ne réduisent pas les revenus attendus par l’État. L’Ouganda, qui n’a jamais produit la moindre goutte de pétrole commercial pourrait atteindre ce stade d’ici fin septembre prochain. Selon des informations relayées par Upstream Online jeudi 23 juillet, TotalEnergies, l’opérateur du projet, vise la première production de pétrole brut depuis les champs du bassin du lac Albert suivant cette échéance.

C’est un nouveau calendrier par rapport aux prévisions initialement annoncées par les parties prenantes. Comme le rappelle Agence Ecofin début avril dernier, la multinationale française et ses partenaires avaient indiqué cibler juillet de l’année en cours pour concrétiser la production initiale du projet. Un objectif qui n’a pas été tenu. Ce nouveau délai n’entame pas les ambitions de production. Le projet repose sur deux composantes. La première est Tilenga, opéré par TotalEnergies, qui couvrira six champs pétroliers dans les districts de Buliisa et Nwoya, pour une production attendue de 190 000 barils par jour à son pic. La seconde est

Kingfisher, opérée par la compagnie chinoise CNOOC, et produira environ 40 000 barils par jour. Pour exporter ce brut, l’Ouganda, pays enclavé, s’appuie sur l’East African Crude Oil Pipeline (EACOP), un pipeline chauffé de 1443 kilomètres reliant Hoima en Ouganda au port de Tanga en Tanzanie. L’infrastructure, détenue par TotalEnergies (62 %), l’Uganda National Oil Company (15 %), la Tanzania Petroleum Development Corporation (15 %) et CNOOC (8 %), est désormais achevée à plus de 90 %, selon Josephine Wapakhabulo Bateebe, directrice générale de la Petroleum Authority of Uganda (PAU).

Un projet sous pression financière et judiciaire

Malgré cette avancée, le projet reste sous pression sur plusieurs fronts. Le coût total de l’EACOP a atteint environ 5,6 milliards de dollars, soit une hausse de 55 % par rapport aux estimations initiales, selon une analyse de l’Institute for Energy Economics and Financial Analysis. Ces dépassements risquent de réduire les revenus attendus par l’État ougandais, en raison du mécanisme qui permet aux compagnies pétrolières de récupérer leurs coûts en priorité sur les recettes.

R. I.

MOZAMBIQUE

Vulcan mise sur l’électrification de sa mine de charbon Moatize

De plus en plus d’investisseurs internationaux exigent des mines qu’elles réduisent leurs émissions. Vulcan Mozambique a décidé de s’y conformer et d’y voir une opportunité économique pour sa mine de charbon. Moatize, la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du Mozambique, franchit un cap dans son alimentation en énergie. Selon des informations rapportées par Club of Mozambique, jeudi 23 juillet, l’opérateur Vulcan Mozambique compte investir environ 140,6 millions d’euros (environ 155 millions de dollars) dans l’électrification du site. Dans le détail, cette opération vise à remplacer l’ensemble des camions et engins fonctionnant au diesel qui opèrent dans la Section 3 de la mine, par des équipements électriques. Dans

celle-ci, un camion peut brûler entre 300 et 500 litres de carburant par heure, selon Fuel Management Africa, cité par Mining Next en juin. Avec une flotte de plusieurs dizaines de camions tournant 24 heures sur 24, le diesel peut représenter entre 20 et 40 % des coûts opérationnels totaux. En passant à l’électricité, Vulcan pourrait réduire ses coûts opérationnels de 40 à 62 % et ses émissions de 50 à 92 %, selon une étude de ScienceDirect publiée en avril 2025. De plus en plus d’investisseurs institutionnels et des banques de développement imposent désormais des conditions environnementales strictes pour leurs financements notamment aux producteurs de combustibles fossiles. En réduisant ses émissions directes liées à l’exploitation de la mine, Vulcan cherche à rester at-

tractif pour ces bailleurs, a rapporté The Rio Times. Mais l’ambition de la compagnie va au-delà de l’investissement annoncé. D’après Africa Outlook Magazine, le groupe prévoit d’investir près d’un milliard de dollars dans un programme global d’électrification qui inclut la conversion de près de 1000 kilomètres de logistique ferroviaire vers des systèmes électriques. En juillet 2024, Vulcan a lancé la construction d’une centrale thermique de 300 mégawatts (MW) à Moatize, alimentée par les déchets de charbon produits par la mine elle-même. C’est cette centrale qui devrait fournir l’électricité nécessaire aux opérations. En avril 2026, elle était toujours en cours de développement, indique Global Energy Monitor.

Agence

CARBURANTS/GHANA

De nouvelles règles pour protéger les sources de recettes fiscales

Le Ghana veut lever plus d’impôts, mais chaque année, des centaines de millions de cedis s’évaporent dans les circuits illicites de distribution de carburants. Un manque à gagner que le gouvernement Mahama ne peut plus ignorer. Face à la contrebande et aux pertes fiscales qu’elle cause à l’État, le Ghana a décidé d’agir lors de la présentation de la revue budgétaire mi-année au Parlement. Cassiel Ato Forson (photo), le ministre ghanéen des Finances, a an-

noncé trois mesures visant à reprendre le contrôle de la distribution des produits pétroliers raffinés, a rapporté MyJoyOnline le 23 juillet dernier. Désormais, pour être autorisée à acheter et transporter des carburants depuis un dépôt pétrolier, toute entreprise devra déposer une caution auprès d’une banque. Cette obligation existait déjà dans la loi, mais n’a jamais été appliquée. Le gouvernement entend cette fois s’y tenir sans exception. D’après le ministre, les carburants ne

pourront plus être transportés par n’importe quel moyen vers n’importe quelle destination. Chaque mouvement devra emprunter des circuits officiels et sera suivi électroniquement en temps réel, de l’enlèvement jusqu’à la livraison au point de vente. Par ailleurs, le gouvernement a décidé de mettre fin à l’exemption fiscale dont bénéficiaient jusqu’ici les entreprises qui approvisionnent les bateaux en carburant dans les ports. Le gouvernement estime que ce régime privilégié

est détourné pour faire circuler des carburants sans que les taxes dues soient payées. « Cette économie ne peut plus se permettre ces fuites », a déclaré Ato Forson devant les parlementaires, alors que, selon lui, les failles existantes dans la chaîne de distribution des carburants continuent d’alimenter la contrebande, les sous-déclarations et les détournements.

Agence

BÉNIN

L’État veut encadrer les stages pour rapprocher école et entreprise

Des milliers de jeunes diplômés arrivent chaque année sur le marché béninois du travail, qui peine à les absorber. Ce décalage trahit un vide structurel bien identifié, faute de cadre concerté entre les établissements de formation et les entreprises. Le Bénin poursuit la transformation de son système éducatif, un chantier encore en cours de structuration. Les lundi 20 et mardi 21 juillet, Cotonou a accueilli un séminaire national sur la rentrée scolaire et universitaire 2026-2027, organisé par le Conseil national de l’éducation (CNE). Les discussions ont notamment porté sur un meilleur encadrement des stages, avec une implication renforcée des entreprises. Trois ministres, des cadres techniques et des partenaires sectoriels y ont participé. Au total, quinze recommandations en sont issues et l’une d’elles tranche par sa portée structurelle. Le gouvernement entend « élaborer et définir les modalités de mise en œuvre des guides de stages ». Cette démarche doit se faire « de façon concertée avec les entreprises », précise le compte rendu officiel.

Des guides de stages encore inexistants

Le verbe dit tout. On ne révisé pas un cadre existant. On le crée. Après des années de réformes, le Bénin ne dispose toujours pas d’un guide national harmonisé entre établissements et entreprises. Les écoles techniques et les entreprises d’accueil fixent en général leurs propres règles. Le stagiaire peut ainsi arriver sans feuille de route clairement définie. L’entreprise l’accueille sans cadre pédagogique harmonisé. Dans ce vide, le stage peut glisser vers une simple mise à disposition de main-d’œuvre peu formatrice. Sa valeur formative s’évanouit.

R. I.

POINT-MARCHÉS

L'Europe modérément optimiste

Déjà bien orientées la veille, les grandes places européennes poursuivent modestement leur mouvement haussier ce matin, soutenues principalement par l'accalmie au niveau du conflit au Moyen-Orient, ainsi que par des publications d'entreprises globalement bien accueillies (Mercedes-Benz, Unilever, Safran, Orange...), malgré quelques déceptions (Michelin, Air Liquide...).

A Paris, le CAC 40 avance de 0,17%, à 8 421 points, à Francfort, le DAX 40 progresse de 0,36% et à Londres, le FTSE 100 grappille 0,06%. Les cours du pétrole sont en repli, ce qui est de nature à soutenir les marchés qui craignent une poussée inflationniste liée aux prix de l'énergie, ce qui contraindrait les banques centrales à durcir leur politique monétaire au détriment de la croissance. A New York, le WTI cède 1,90%, à 80,44 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord recule de 1,11%, à 87,37 dollars. La décrue des cours de l'or noir est liée à l'accalmie entre Téhéran et Washington qui n'ont pas procédé à des frappes ou envois de drones depuis plusieurs jours. Cette trêve doit permettre à la diplomatie et aux négociations de revenir sur le devant de la scène. Hier en fin d'après-midi, le média américain Axios annonçait que Donald Trump avait décidé de mettre les frappes en pause afin de donner une chance aux négociations.

L'agenda macro-économique peu chargé

Les investisseurs ont pris connaissance de l'amélioration supérieure aux attentes de la confiance des consommateurs français en juillet. L'indice la mesurant est passé de 84 à 86 points, contre une prévision à 85 points. Cet après-midi aux Etats-Unis, ils se concentreront sur l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board de juillet qui est attendu en hausse par rapport aux 91,2 points atteints en juin. Sur le marché des devises, l'euro est quasi-stable face au billet vert (-0,02%) et s'échange contre 1,1372 dollar.

Dans l'actualité des entreprises

Unilever progresse de 6,40% après avoir légèrement relevé sa prévision de croissance pour l'ensemble de l'année. Au premier trimestre, le géant des produits de grande consommation a dépassé les attentes grâce à une forte augmentation de ses volumes.

Bien orienté également, Sika avance de 6,02% à Zurich. Le spécialiste des produits chimiques de construction a lui aussi rehaussé certains de ses objectifs financiers annuels après un bon premier semestre. Mercedes-Benz Group n'est pas en reste avec un gain de 3,86%, malgré l'abaissement de certains objectifs annuels. En France, Orange a renoué avec les bénéfices au premier semestre et a relevé ses prévisions annuels, le titre grimpe de 2,13%. Dans le haut du palmarès également, Safran s'adjuge 2,79%. Le groupe a lui aussi rehaussé ses objectifs après un

premier semestre supérieur aux prévisions. A l'inverse, Air Liquide est délaissé (-2,48%) après une publication légèrement sous les attentes et la présentation des objectifs 2027. Dans un contexte difficile, Michelin a confirmé ses prévisions, mais le titre abandonne 2,12%. Enfin, LVMH trébuche de 1,18%. La première capitalisation boursière française a dévoilé un premier semestre en demi-teinte.

Agence

BOURSE ZURICH

Immunisée contre les puces dans les premiers échanges

La Bourse suisse a ouvert mardi sur une note positive, nonobstant des indications préalables négatives. Outre-Atlantique, le Dow Jones a tiré profit de la récente accalmie sur les prix des hydrocarbures, mais le Nasdaq a pâti d'un regain d'inquiétudes autour de l'intelligence artificielle, dans le sillage d'une percée technologique chinoise dans le domaine des puces. Le site The Information affirme que Shanghai Yuliangsheng a lancé la production industrielle de machines de lithographie extrême ultraviolet (EUV), technologie jusqu'ici exclusivement maîtrisée par la société néerlandaise ASML. L'information a pesé sur les places asiatiques. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a terminé en recul de 3,95%, tandis qu'à Séoul, l'indice star Kospi a dévié de 10,84%. La retenue était en outre de mise avant une journée de mercredi particulièrement chargée aux Etats-Unis. La Réserve fédérale devra livrer en soirée sa décision en matière de politique monétaire, tandis que les géants technologiques Microsoft et Meta ont prévu de livrer des résultats trimestriels.

"Il n'y aura guère d'autre jour cette semaine

présentant un tel potentiel de mouvement sur les marchés," prévient Maximilian Wienke, analyste pour la plateforme Etoro. En Suisse aussi la saison des résultats intermédiaires battait son plein, de Sika à Lem en passant par Forbo ou Sulzer. A 09h13, le Swiss Market Index (SMI) s'enrobait de 0,32% à 14'467,89 points, à une petite dizaine de points de son récent record. Le Swiss Leader Index (SLI) s'adjugeait 0,43% à 2300,97 points et le Swiss Performance indice (SPI) 0,26% à 20'235,76 points. Sur les 30 principales valorisations, 22 progressaient et Helvetia Baloise hésitait. Le gruppette des sept perdants comprenait les deux poids lourds pharmaceutiques Roche (-0,6%) et Novartis (-0,3%), ainsi que le bémol bancaire UBS (-0,1%), qui dévoilera ses résultats trimestriels mercredi. La lanterne rouge revenait au producteur de soupapes à vide VAT Group, lesté par les déboires de la tech. Le réassureur Swiss Re perdait 0,7%, sur fond d'incendies de grande envergure à travers tout le sud de l'Europe.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Juillet 2026
Valeur : 30 Juillet 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2665	133.2815
1	EUR	EURO		151.5906	151.6210
1	GBP	POUND STERLING		177.3812	177.4484
100	JPY	JAPANESE YEN		81.3891	81.4132
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6950	19.6996
1	CHF	SWISS FRANC		162.8578	162.9358
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4817	94.5125
1	DKK	DANISH KRONE		20.2795	20.2821
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7111	13.7155
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8040	13.8085
1	AED	UAE DIRHAM		36.2778	36.2918
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4999	35.5058
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.8240	433.0133
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7206	45.1700
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2327	14.2343
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7506	20.8568
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3267	3.3370
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.7828	180.7828

ENTRE BAISSÉ DES PRIX DU BRUT ET RÉSULTATS D'ENTREPRISES

La Bourse de Paris résiste

La Bourse de Paris évolue en légère hausse mardi, soutenue par le recul des prix de l'énergie, sur fond de ventes sur les valeurs technologiques mondiales et d'une nouvelle salve de résultats d'entreprises. L'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, prenait 0,25% à 8.427,07 points vers 10H15 heure de Paris. Lundi, l'indice CAC 40 a terminé en hausse de 0,40% à 8.406,06 points. "La tendance se confirme: les journées de hausse en Bourse, comme celle observée au début de la semaine, sont rapidement mises à profit par les investisseurs pour prendre leurs bénéfices, en particulier sur les valeurs liées à l'intelligence artificielle et aux semi-conducteurs", commente Andreas Lipkow, chez

CMC Markets.

Les places européennes résistent mieux à la forte vague de vente qui touche les fabricants de puces, en raison de leur moindre exposition au secteur. En parallèle, "le recul du pétrole et la détente des rendements obligataires offrent un soutien aux marchés, les craintes d'une escalade au Moyen-Orient s'atténuant progressivement", note John Plassard, analyste chez Cité Gestion. Les indices européens sont sensibles aux coûts de l'énergie, de nombreuses économies du continent restant de grandes importatrices d'hydrocarbures. Les investisseurs digèrent par ailleurs une nouvelle vague de résultats d'entreprises, dont ceux du géant du luxe LVMH, poids

lourd de l'indice CAC 40.

LVMH ne convainc pas

Le titre LVMH, numéro un mondial du luxe, cédait 1,37% à 460,40 euros vers 10H15 heure de Paris, au lendemain de la publication de résultats stables au premier semestre, supérieurs aux attentes, dans un secteur du luxe qui commence à reprendre de l'élan après trois ans de morosité. De janvier à fin juin, le bénéfice net du propriétaire de Louis Vuitton, Dior, Celine, Moët & Chandon ou encore Hennessy a atteint 5,7 milliards d'euros - comme l'an dernier -, "dans un contexte géopolitique et économique encore perturbé, amplifié par le conflit au Moyen-Orient",

avait indiqué LVMH dans un communiqué. La publication du groupe ne devrait cependant "probablement pas raviver de manière significative l'intérêt pour l'ensemble du secteur", estiment les analystes de Jefferies. Ils notent qu'une "grande partie de la surprise positive sur le résultat net semble liée à des éléments exceptionnels (...) qui ne devraient pas se reproduire en 2027".

Safran salué

Porté par une forte demande en moteurs civils et pièces de rechange, le groupe aéronautique français Safran a relevé mardi ses prévisions annuelles après un premier semestre en nette

progression et une rentabilité record de 18,4%. Le bénéfice net ajusté a bondi de 21% à 1,9 milliard d'euros, tandis que le chiffre d'affaires a progressé de 19% à 17,6 milliards d'euros par rapport au premier semestre 2025. "Les résultats du premier semestre 2026 confirment une dynamique opérationnelle robuste", ont salué les analystes de RBC dans une note dédiée à Safran. "Le relèvement des objectifs annuels est supérieur aux attentes et renforce la confiance dans la trajectoire bénéficiaire" du groupe, soulignent-ils. Le titre Safran prenait 2,76% à 342,40 euros vers 10H15 heure de Paris.

R. I.

DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS

Le Brésil saisit l’Organisation mondiale du commerce

Selon le ministère brésilien des Affaires étrangères, la mise en place par les États-Unis de droits de douane sur plusieurs produits est une mesure "injustifiée" et "incompatible" avec le droit du commerce international.

La Brésil a engagé ce lundi 27 juillet une procédure de règlement de différends auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) concernant les droits de douane américains sur plusieurs de ses produits, a annoncé le ministère des Affaires étrangères. "Le Brésil a déposé, le 27 juillet, une demande de consultations auprès des États-Unis dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC", explique un communiqué du ministère, qui considère "injustifiées" les taxes américaines et les qualifie d'"incompatibles" avec le droit du commerce international. La demande de consultations constitue le point de départ formel de la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Les consultations donnent aux parties l'occasion d'examiner la question et de trouver une solution satisfaisante sans engager une procédure. Si les consultations ne permettent pas de



résoudre le différend, le plaignant peut demander que la question soit soumise au processus juridictionnel d'un groupe spécial.

Lula accuse les Bolsonaro d'être des "traîtres"

Le gouvernement de Donald Trump a imposé en juillet deux nouveaux niveaux de droits de douane à certains produits brésiliens: 25% pour de supposées pratiques déloyales, et 12,5%

pour travail forcé présumé. Le dirigeant brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a accusé son homologue de tenter d'influencer la politique nationale avec ces surtaxes, en amont de l'élection présidentielle d'octobre lors de laquelle il briguera un mandat supplémentaire. Le Brésil avait déjà engagé une telle procédure en 2025. A l'époque, Washington lui avait imposé des droits de douane de 50% pour protester contre les poursuites judiciaires à l'encontre de l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, soutenu par Donald Trump. Cette taxe, encouragée par Eduardo Bolsonaro, l'un des fils de l'ancien chef d'Etat, a cependant été en grande partie levée. Se campant en défenseur de la "souveraineté" brésilienne, Lula accuse les Bolsonaro d'agir en "traîtres" contre leur pays. Il sera opposé à la présidentielle d'octobre à un autre fils de Jair Bolsonaro, Flavio, investi candidat samedi.

Agence

GRANDE BRETAGNE

Le secteur privé renoue avec la croissance en juillet

L'activité des entreprises du secteur privé britannique s'est développée en juillet pour la première fois en trois mois, portée par la croissance des secteurs manufacturier et des services, selon les données flash PMI de S&P Global publiées vendredi. L'indice composite de production flash S&P Global pour le Royaume-Uni a progressé à 52,1 en juillet, contre 49,3 en juin, atteignant ainsi son plus haut niveau en trois mois et signalant une reprise modérée de l'activité économique globale.

Tout résultat supérieur à 50 indique une expansion. L'indice d'activité des services a grimpé à 51,8 contre 48,8 en juin, atteignant également un sommet sur trois mois. Les prestataires de services ont signalé une demande plus soutenue pour les services aux consommateurs, notamment des gains dans le secteur de l'hôtellerie liés à la Coupe du Monde de la FIFA. Certaines entreprises ont noté que des températures inhabituellement élevées ont eu un impact négatif sur l'activité au cours du mois. La production

manufacturière a progressé pour le quatrième mois consécutif, l'indice de production s'établissant à 53,6 contre 52,6, atteignant son plus haut niveau en 22 mois. L'indice PMI manufacturier a augmenté à 52,8 contre 52,5. Les producteurs de biens ont attribué cette expansion à l'amélioration des conditions de marché et à une hausse des nouvelles commandes. Le total des nouvelles commandes reçues par les entreprises du secteur privé a légèrement augmenté en juillet. Les carnets de commandes

dans le secteur manufacturier ont affiché leur amélioration la plus rapide depuis février 2022, les entreprises citant une demande robuste liée au déploiement de l'intelligence artificielle et aux chaînes d'approvisionnement des centres de données, ainsi que des hausses soutenues provenant des dépenses du secteur de la défense. Une progression des ventes à l'exportation en provenance de clients américains et européens a également soutenu les nouvelles commandes.

R I.

ROYAUME UNI

Le BOE publie plus de 201 millions en aides aux investissements d’entreprise qui créeront 1.576 emplois

Le BOE de ce lundi 27 juillet 2026 a comme principale nouveauté économique la concession de 201,48 millions d'euros en incitations régionales pour 22 projets qui mobiliseront un investissement de 821,99 millions et prévoient de créer 1.576 postes de travail. Les aides concernent des projets industriels, touristiques, logistiques, énergétiques et de Défense en Aragon, Murcie, Castille-La Manche, Galice, Canaries, Andalousie, Communauté Valencienne, La Rioja et Baléares.

Plus de 201 millions pour 22 grandes investissements d’entreprise

Le Ministère des Finances publie l'accord de la Commission Déléguée du Gouvernement pour les Affaires Éco-

nomiques qui distribue 201.477.726,96 euros en subventions entre 22 projets. À cette aide s'ajoute une autre accordée à Indra Sistemas dans le cadre d'une deuxième relation d'incitations régionales publiée ce lundi. La société obtient 4,46 millions d'euros pour un investissement de 13,93 millions à Córdoba, avec l'engagement de créer 100 emplois. Le BOE ne détaille pas dans ces ordres les caractéristiques techniques des deux projets, mais les intègre dans les zones de promotion économique de Castilla-La Mancha et d'Andalousie, respectivement. Consultez la relation de projets de moindre montant. Le ministère des Finances publie également des incitations pour des dizaines d'investissements de moindre montant promus par des entreprises

de l'alimentation, de la logistique, de l'industrie, du tourisme, des énergies renouvelables, de l'aéronautique et de la fabrication de matériaux. Parmi elles figurent Ontime Transport et Logistique, Rubio Snacks, Gobik Sport Wear, Indra Sistemas, Santana Factory, Aercal Aerospace, Plastiques IMA, Centrale d'Achats des Supermarchés Canariens et Berilo 22. L'ordre modifie également les conditions de quatre dossiers précédents. Dans ces cas, l'investissement, la subvention ou les emplois engagés initialement sont réduits. Les entreprises concernées sont Construcciones y Obras Civiles JYC, Amhude, J. de Haro Artes Gráficas et Tecade. Le Ministère de l'Économie publie la liste mise à jour au cours du deuxième trimestre de 2026 des entités adhérant au

Code de Bonnes Pratiques pour la restructuration des dettes hypothécaires sur la résidence principale. Parmi les entités incluses se trouvent CaixaBank, Banco Santander, BBVA, Banco Sabadell, Bankinter, Abanca, Banca March, Banco Mediolanum, Caja Laboral, Globalcaja et de nombreuses caisses rurales et coopératives de crédit. L'adhésion au code est volontaire pour les entités, mais, une fois intégrées, elles doivent appliquer ses mesures aux débiteurs qui remplissent les conditions légales. Le mécanisme permet de proposer des restructurations de dettes et d'autres solutions pour les ménages ayant des difficultés extraordinaires à payer l'hypothèque. Consultez la liste complète des entités adhérentes.

Agence

PORTUGAL

Lisbonne rejoint la reprise économique de l’Europe du Sud

Autrefois marqués par la dette et l'austérité, le Portugal et l'Europe du Sud affichent désormais des performances supérieures à celles d'une grande partie de la zone euro. Pendant la majeure partie des deux dernières décennies, la fracture économique en Europe semblait simple. L'Allemagne et les économies les plus riches d'Europe du Nord étaient perçues comme les moteurs de la croissance du continent, tandis que le Portugal, l'Espagne et la Grèce étaient associés aux crises de la dette, à l'austérité et à la faiblesse des investissements.

La situation est en train de changer

Les économies d'Europe du Sud croissent désormais plus rapidement que plusieurs de leurs voisins du Nord, le Portugal devant à nouveau afficher une croissance supérieure à la moyenne de la zone euro en 2026. OCDE Les prévisions tablent sur une croissance du PIB portugais de 1.8 % cette année, contre seulement 0.8 % dans l'ensemble de la zone euro. La Commission européenne prévoit une croissance de 2.4 % pour l'Espagne et de 1.8 % pour la Grèce. À titre de comparaison, l'Allemagne devrait croître de seulement 0.6 %, la France de 0.8 % et la Belgique de 0.7 %. Cela ne signifie pas que l'Europe du Sud soit soudainement devenue plus riche que l'Europe du Nord. Le Portugal affiche toujours des salaires plus bas, une productivité moindre et un capital par travailleur inférieur à celui de pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas. Toutefois, le rapport de force économique s'est considérablement modifié.

Les performances du Portugal sont soutenues par plusieurs facteurs.

Le tourisme demeure important, mais l'économie portugaise est désormais bien plus diversifiée que le simple secteur de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier. Les services aux entreprises, les technologies, les énergies renouvelables, l'industrie manufacturière et les investissements internationaux ont tous connu une forte croissance. Le Portugal attire également des résidents et des entreprises étrangères, séduits par sa sécurité, son cadre de vie, sa main-d'œuvre qualifiée et son accès au marché unique européen. Les financements européens constituent un autre apport majeur. Les dépenses soutenues par les Plan de récupération et de résilience devraient soutenir les investissements dans infrastructures, logement, énergie et numérisation En 2026, dans l'ensemble de l'UE, les dépenses publiques financées par des subventions devraient augmenter particulièrement fortement au Portugal et en Grèce avant que le programme de relance actuel ne commence à s'essouffler.

R I.

Elon Musk admet qu'Optimus est le produit le plus dur à fabriquer de toute l'histoire de Tesla

Lors de l'earnings call du 23 juillet, Elon Musk a lâché une phrase que ses investisseurs n'attendaient pas : Optimus sera « le produit le plus difficile à industrialiser » de toute l'histoire de Tesla. Un aveu qui tranche avec des mois de promesses de production de masse.

Fabriquer une voiture électrique, Tesla sait faire. Fabriquer un robot humanoïde à grande échelle, c'est une autre affaire. Lors de la présentation de ses résultats du deuxième trimestre 2026, Musk a prononcé une phrase que ses actionnaires n'attendaient probablement pas : Optimus sera « le produit le plus difficile à industrialiser que nous ayons jamais fabriqué chez Tesla ». La formule est d'autant plus frappante que les présentations du trimestre précédent parlaient encore de « production de masse » et de « volume ». Ces deux mots ont discrètement disparu. Selon Business Insider, le PDG a aussi voulu « calibrer correctement les attentes », reconnaissant que la montée en production initiale serait potentiellement plus longue que prévu.

**10 000 pièces uniques
sans fournisseurs prêts à les livrer**

Le verrou n'est pas qu'une question de volonté industrielle. Optimus compte environ 10 000 pièces uniques, dont aucune n'existait avant que Tesla ne se lance dans ce projet. Pas de chaîne d'approvisionnement existante, pas de fournisseurs spécialisés prêts à livrer des millions d'actionneurs de précision. Musk l'a résumé sans détour : « tout sur le robot est nouveau », ce qui rend la montée en cadence structurellement plus difficile que n'importe quel véhicule. Il a même utilisé



une formule redoutable pour décrire la contrainte : la production ira « aussi vite que la pièce la moins bien maîtrisée parmi les 10 000 ».

C'est précisément là que les robots chinois creusent l'écart sur Optimus : Unitree, AgiBot et UBTech puisent dans des filières industrielles mûries par des décennies de production de smartphones. La Chine contrôlerait environ 70 % de la chaîne d'approvisionnement mondiale en moteurs, actionneurs et capteurs pour ces

machines. Tesla doit, lui, faire inventer ses composants par des partenaires comme Samsung et TSMC pour les puces d'IA.

**La dextérité des mains,
verrou que personne n'a encore résolu**

Musk a aussi mis le doigt sur un problème qui dépasse Tesla : la main humaine. Optimus doit atteindre au moins le niveau de dextérité d'une main humaine avant d'être utile hors des usines. « La main humaine

est une chose incroyable », a-t-il reconnu, qu'aucune entreprise de robotique n'a réussi à reproduire fidèlement. Sur le terrain, la réalité est brutale : au début 2026, aucun Optimus ne réalisait de travail productif dans les usines Tesla. Les quelque 1 000 unités Gen 3 déployées entre Fremont et Gigafactory Texas collectaient des données d'entraînement, rien de plus.

La ligne de production de Fremont, issue de la conversion des lignes Model S et Model X, est opérationnelle. Un second bâtiment sort de terre près de Gigafactory Texas, avec une production espérée pour l'été 2027. L'objectif d'une utilité hors des sites Tesla reste fixé à 2027, mais ce n'est pas la première fois que Musk recalibre un calendrier ambitieux à la baisse après coup.

Ce que l'aveu de Musk révèle, c'est que Tesla découvre en temps réel qu'un humanoïde impose de bâtir simultanément le produit, ses composants critiques et son outil industriel. Un défi d'une nature différente de l'automobile, dans un contexte financier tendu : bénéfice par action tombé à 33 centimes contre 51 attendus, free cash flow négatif à moins 1 milliard de dollars. Et en toile de fond, un accord de rémunération qui lie partiellement Musk à la livraison d'un million d'Optimus dans la décennie. Une cible qui ressemble de moins en moins à une ambition, et de plus en plus à une équation ouverte.

LORS D'UNE NOUVELLE LEVÉE DE FONDS

The Boring Company vise une valorisation de 20 milliards de dollars



The Boring Company, la société de tunnels d'Elon Musk, serait en discussions pour une levée de fonds qui ferait nettement grimper sa valorisation. Une envolée qui interroge, alors que l'entreprise peine à concrétiser ses projets. En 2016, Elon Musk, alors coincé dans les embouteillages à Los Angeles, annonçait dans un tweet vouloir « construire une machine à forer des tunnels et commencer à creuser ». Ce fut la naissance de The Boring

Company, d'abord en tant que filiale de SpaceX avant de devenir une entreprise indépendante en 2018. Son ambition : révolutionner les transports urbains en concevant des tunnels rapides et bon marché, capables d'y faire circuler des véhicules à grande vitesse pour désengorger les grandes villes. Dix ans plus tard, seul le Las Vegas Convention Center Loop, qui fait circuler des Tesla dans un réseau de tunnels sous le centre des congrès de la ville du

Nevada, est réellement opérationnel.

**Beaucoup de promesses,
peu de résultats (pour l'instant)**

Et si plusieurs projets ont été annoncés en grande pompe à Baltimore, Chicago ou Los Angeles, ils n'ont jamais vu le jour. L'entreprise emploie aujourd'hui moins de 400 personnes. Mais cela ne l'empêche visiblement pas de croître. D'après The Wall Street Journal,

elle négocie actuellement un tour de table à hauteur de 4 milliards de dollars. L'opération valoriserait The Boring Company autour de 20 milliards de dollars, un bond spectaculaire par rapport aux 5,7 milliards de dollars atteints lors de sa précédente levée de fonds en 2022, qui avait rapporté 675 millions de dollars. Car deux chantiers en cours viennent nourrir l'enthousiasme des investisseurs. À Nashville dans le Tennessee, un premier tronçon de tunnel doit bientôt entrer en service.

Puis à Dubaï, où un projet de boucle souterraine a été annoncé en février : une première phase de 6 kilomètres, facturée 154 millions de dollars sur un an, doit précéder une extension de 22 kilomètres pour 545 millions de dollars sur trois ans. L'entreprise doit malgré tout composer avec un passif encombrant, avec la blessure de plusieurs ouvriers sur ses chantiers, et de lourdes accusations de la part du Nevada portant sur la violation de près de 800 fois la réglementation environnementale...

Une confiance aveugle en Musk ?

En parallèle, les deux masto-

dontes d'Elon Musk traversent une zone de turbulence. Tesla a ainsi vu son action chuter de 14,5 % en une seule séance après avoir indiqué que sa trésorerie disponible était négative pour la première fois en deux ans.

En cause, ses investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA) et la robotique afin de restructurer ses activités et moins miser sur les voitures électriques.

Du côté de SpaceX, entrée en Bourse en juin, l'action est repassée sous son prix d'introduction, effaçant plus de 1 200 milliards de dollars de valorisation depuis son pic.

Mais en toute vraisemblance, ces déboires n'effrayent pas les investisseurs qui peuvent s'appuyer sur un précédent de taille. En 2022, le rachat de Twitter a plongé les participants dans le rouge pendant des années, avant de finalement rentrer dans leurs frais grâce à l'intégration à xAI, puis à SpaceX.

Malgré les difficultés actuelles, les investisseurs continuent de miser sur les paris les moins avancés d'Elon Musk : dans son écosystème, la stratégie a, jusqu'ici, toujours fini par payer.

En Australie, BYD a vendu de « fausses » voitures neuves

A l'autre bout du monde, le constructeur automobile BYD a vendu des voitures à ses clients en les présentant comme des modèles neufs alors qu'ils dataient en fait de l'année précédente. La marque a dû faire un gros geste commercial pour se faire pardonner. Rapportée notamment par les journalistes de The Drive, cette affaire concerne le premier constructeur automobile chinois. BYD, également implanté sur le marché automobile australien, était sous les feux des projecteurs ces derniers jours là-bas en raison d'un problème lié à la vente de 1 265 véhicules à des clients. Les clients en question avaient pris livraison d'une voiture neuve construite en 2026 mais, contrairement à ce qui était présenté sur la fiche technique de ces voitures, elles avaient en fait été fabriquées en 2025 : Byd les avait présentées faussement comme des modèles de 2026, la faute à une erreur administrative a-t-on précisé en interne au sein de la division australienne de la marque.

Un petit dédommagement, au début

Confronté à la colère des clients concernés, BYD a d'abord proposé aux consommateurs affectés un dédommagement de 1 100 dollars australiens (soit un peu moins de 700 euros seulement). Sans doute un peu juste compte tenu de la perte de valeur induite par une auto potentiellement un an plus vieille qu'annoncée, même si elle était bien couverte par une garantie d'un véhicule neuf. Dans un second temps, BYD a augmenté le montant de la compensation à 3 500 dollars australiens, soit un peu plus de 2 150 euros. Les clients non convaincus par cette compensation peuvent aussi se faire totalement rembourser l'achat de leur voiture.

Des millions d'euros de coût

Cette erreur pourrait coûter au final plusieurs millions d'euros à BYD en Australie. D'après le constructeur, 72 % des clients concernés par ce problème ont accepté la compensation de 3 500 dollars. Les autres ont donc sans doute préféré se faire rembourser de la valeur de leur voiture.

Le mystérieux SUV conçu par Citroën pour les marchés émergents

Peu connue, cette sorte de Méhari à carrosserie métallique se voulait très facile à fabriquer et peu chère. Proposée en plusieurs carrosseries, celle qui porte le très amusant nom de FAF n'a pourtant pas connu le succès...

Il est au moins une certitude dans l'existence. Celle-ci prendra fin. En dehors de ça, de quoi peut-on être sûr ? De rien. Ah si, une chose. La Citroën 2CV est une voiture géniale. Cette voiture, nous en avons beaucoup parlé sur Caradisiac, nous en avons vanté la simplicité extraordinaire, les capacités sur route et sur piste, voire l'entretien d'une simplicité désarmante. Ces qualités ont fait merveille dans les zones rudes et mal carrossables, comme nos campagnes de l'immédiat après-guerre.

Seulement, elles valent aussi pour nombre de pays émergents, où l'argent manque, où les routes sont très difficiles quand elles existent, et où on doit réparer soi-même sa voiture. Fort de ce constat, un certain Maurice Delignon, entrepreneur en Côte d'Ivoire, crée en 1963 une sorte de Jeep à partir d'une plate-forme de 2CV : la Baby Brousse. Avec sa carrosserie bricolée à partir de tôles sommairement pliées et de contreplaqué, elle est présentée à Abidjan. Très peu chère, elle commence à être produite localement, puis évolue en 1968. Basée sur la plateforme renforcée de la 2CV Fourgonnette, elle arbore une carrosserie métallique, en tôles pliées, elle est l'une des autos les moins chères d'Afrique Noire. Au point d'intéresser Citroën, qui en rachète les droits en 1969 pour la commercialiser de 1970 à 1979, allant jusqu'à la produire en Iran. Quelle drôle d'idée, puisque la marque propose déjà la Méhari ? Parce que la carrosserie de celle-ci, en plastique, nécessite un outillage spécialisé.

Or, l'idée de la Baby Brousse, c'est justement qu'on puisse la fabriquer n'importe où avec des outils très basiques. Et c'est un succès : quelque 31 305 unités sont produites. On décide de lui donner une descendance : ce sera la FAF, pour « Facile à Fabriquer, Facile à Financer ». La carrosserie, plus élaborée, voire esthétique, demeure ultrasimple à produire : on plie la tôle suivant les pointillés du patron fourni avec les éléments de la FAF, livrés depuis la France, et le tour est joué ! Avec cette auto, Citroën espère aider des pays du Tiers Monde, comme on dit alors, à s'industrialiser puisque 50 % du véhicule pourra être produit sur place, seule la mécanique et la suspension venant de France.

Citroën cible les marchés d'Afrique Noire, et présente la FAF le 28 novembre 1978, à la



foire de Dakar. Une gamme complète est prévue, dont des breaks 3 et 5 portes, qui, tout-chemin, ont déjà quelque chose de petits SUV ! On compte aussi un van tôle, un pickup, un véhicule d'interception militaire, sans porte... Elle doit être produite au Sénégal, mais en Guinée-Bissau ou encore en République centrafricaine. Mais le constructeur a aussi le Portugal dans sa ligne de mire, où la FAF sera effectivement produite, ainsi que la Chine.

Là, la FAF pourrait voir sa base construite dans de grands centres industriels, et sa carrosserie dans de petits ateliers un peu partout dans le pays. Les ambitions sont grandes, puisqu'un document interne étudie la possibilité d'en produire 500 000 annuellement ! Hélas, l'Empire du milieu n'en veut pas. Qu'à cela ne tienne, Citroën tente de l'imposer en Indonésie, où elle ne suscite qu'une certaine indifférence. Et l'Afrique alors ? Même chose : la sauce ne prend pas. Citroën développe une version 4x4, à partir de la transmission de la Méhari, la propose à l'armée française, qui ne la retient pas non plus. La FAF fait un flop !

La fabrication s'arrête, apparemment, au milieu des années 80, après qu'environ 1 900 autos sont sorties des divers ateliers, celui du Portugal étant le plus important, suivi par celui de l'Indonésie. Il semble que les prix des éléments mécaniques n'aient pas été si intéressants, alors que mettre en place un système d'approvisionnement local en pièces se soit révélé plus compliqué que prévu. Sans oublier la diplomatie française, déjà en perte de vitesse.

Surtout, il s'agit d'une auto à la carrosserie légère mais certainement peu solide, qui n'a pas fait le poids face aux 4x4 japonais, simples techniquement, autrement robustes et toujours bon marché. Signalons aussi qu'à 720 kg, la elle est nettement plus lourde que la Méhari (555 kg), et se contente de 31 CV : la FAF s'essouffait fort vite... Par ailleurs, et Chrysler en fera l'amère expérience avec sa CCV, les pays émergents veulent de vraies voitures, solides et valorisantes.

D'autres ont tenté de produire un tout-chemin sur base 2CV, comme la Namco Pony en Grèce, ou la Dalat au Vietnam, mais ce sont d'autres histoires...

Porsche supprime 5 000 postes mais investit

Pour sortir de la crise, Porsche emploie la manière forte. Le constructeur allemand de voitures sportives de luxe va supprimer 5 000 postes supplémentaires. Après une première annonce de suppressions de postes en 2025, Porsche réitère avec l'annonce de la suppression de 5 000 postes supplémentaires. Un plan de grande ampleur prévu dans un seul but : réduire les coûts pour sortir de la crise. Néanmoins, cette suppression massive est réalisée de manière « socialement responsable », selon le communiqué publié ce lundi. « Grâce aux départs naturels, aux effets démographiques, à l'extension du programme spécial de retraite partielle et aux accords de départ volontaire », la filiale du géant Volkswagen entend remonter la pente. Cet accord a été conclu



entre le directoire de Porsche et le comité général d'entreprise, en collaboration avec deux syndicats allemands, dont le puissant IG Metall. Au total, les suppressions de postes s'élèvent désormais à 8 900.

Un investissement massif

Bien que le constructeur allemand prévoit de supprimer un nombre important de postes, il prévoit également un investissement massif. Au total, 2,1 milliards d'euros vont être investis dans deux sites du sud-ouest de l'Allemagne : Zuffenhausen et Weissach. Une mesure qui « vise à garantir que les voitures de sport à deux portes (911 notamment) continuent de sortir des chaînes de production du site de Zuffenhausen à long terme » et que « les activités de développement de

toutes les gammes restent concentrées à Weissach », selon le communiqué. « La prolongation de la protection de l'emploi et des sites jusqu'en 2035, ainsi que les investissements, constituent un signal important pour l'ensemble du personnel et pour le Bade-Wurtemberg (la région où se trouvent les sites, NDLR) en tant que pôle industriel », s'est réjouie Tamara Hübner, représentante d'IG Metall Stuttgart, citée dans le communiqué.

D'autres mesures ?

Pour poursuivre sa politique de réduction des coûts, Porsche a mis en place d'autres mesures, comme le report des augmentations salariales jusqu'en 2035 et notamment pour celles des cadres supérieurs en 2027 et 2028.

Mots fléchés

PRÉSENTA- TEUR DE JT CHANTEUR ÉNERVANT		NOTE APPENDICE		POISSON ROUGE DONNE VIE À ASTÉRIX		A REPLACÉ PPDA		DIVERTIE PRIX À GAGNER		SON NOM : FITZGERALD POSSÈDE		ACTEUR "BRONZÉ" USAS	
						HUMORISTE BAVARDE							
ARTICLE CHANTEUSE ZEN			SYSTÈME D GLACE ANGLAISE										
					DISCIPLINES					MÉLODIE CELUI-LÀ (OU UN AUTRE)			
ANIMATEUR TV		PERÇA LETTRE GRECQUE						OBTENU NOM D'EMPRUNT			UNITÉ DE LONGUEUR PROPORTION		
					PARCOURAI EXCLA- MATION								
COUTUMES CONTINENT			GROUPE DE ROCK ANGLAIS BOUCLIER						ÉPREUVE				
				EN PANNE IMAGE PIEUSE			RÉPONSE À UN RÉFÉ- RENDUM		PRÉPOSI- TION DERNIER REPAS			EXPULSAI	
DESSINE "LE CHAT"		CURIE AU LABO JOUET À EAU			PRIVÉE DE SES YEUX CAPITALE AU CONGO								
						PETIT POÈME GALLIUM AU LABO				RAYON DE SOLEIL		ACTEUR MAGNIFIQUE	
REINE DE LA POP AMÉRICAINE	ANIMATEUR TV		BULBE MOIS DE RÉVOLUTION							SUPPLÉ- MENT TENTATIVE			
							ÉCLOSE TRÈS SECS				DÉMONS- TRATIF		
LIEUX DE TOURNOIS SAUCISSE DE SAVOIE						VARIÉTÉ DE CHAMPAGNE ARTICLE ÉTRANGER			SANS RELATIONS				
				COUTURIER "AU CARRÉ" TRANSFOR- MATIONS							AVANT MIDI MAMMIFÈRE AFRICAIN		
BIZARRERIE SERVICE DE RENSEIGNE- MENTS									FRAIS BANCAIRE TRAVAIL FORCÉ				
		MOYEN DE TRANSPORT DÉESSE MÈRE				AIMÉE DE ZEUS		SIGNE TRIGO AVANT JÉSUS- CHRIST				UN ÉVANGILE, EN ABRÉGÉ	
DONNAIENT LEUR ACCORD GRIVOISES										VIEUX À LONDRES			
					SPÉCIALITÉ MILANAISE								

PÉTROLE

Le Brent à 85,65 dollars le baril

Les prix du pétrole ont reculé mardi sur les marchés mondiaux, dans un contexte de baisse des inquiétudes concernant l'approvisionnement, après l'apaisement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les contrats à terme sur le Brent, livraison septembre, ont reculé de 3,07 % pour s'établir à 85,65 dollars le baril, après avoir enregistré des gains lors des séances précédentes. De leur côté, les contrats sur le West Texas Intermediate (WTI) américain ont reculé de 2,58 % à 80,48 dollars le baril.



TRANSPORT MARITIME

Le navire "Badji Mokhtar III" en arrêt technique programmé en Grèce

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a indiqué, mardi, que le navire "Badji Mokhtar III" se trouve actuellement dans un chantier de réparation navale en Grèce, dans le cadre d'un arrêt technique annuel programmé au préalable. L'entreprise a indiqué, dans un communiqué, qu'elle s'emploie à rattraper le retard enregistré dans l'exécution de cet arrêt technique, attribuant celui-ci à des "raisons techniques" indépendantes de sa volonté. L'entreprise a également souligné que les informations relayées sur certaines plateformes des réseaux sociaux au sujet de la saisie du navire "sont dénuées de tout fondement".

COOPÉRATION DOUANIÈRE BILATÉRALE
Le DG des Douanes en visite de travail en Libye

Le Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouche, a entamé une visite de travail dans la capitale libyenne, Tripoli, accompagné d'une délégation de cadres de la Direction générale des Douanes, dans le cadre du renforcement de la coopération et de la coordination douanières entre l'Algérie et la Libye, indique mardi un communiqué de la Direction générale. La délégation algérienne a été accueillie, à son arrivée lundi à Tripoli, par le Directeur général de l'Autorité douanière libyenne, accompagné de responsables et de cadres de l'institution. Cette visite participe de la volonté commune des deux pays frères de renforcer les relations de coopération et de coordination entre la Direction générale des Douanes algériennes et l'Autorité douanière libyenne et de favoriser l'échange d'expertises et d'expériences, au service du développement de l'activité douanière et de la promotion de la coopération bilatérale dans les domaines d'intérêt commun, précise le communiqué.

APS

PROJETS MINIERES STRUCTURANTS

Le gouvernement accélère la coordination pour respecter les échéances

Le gouvernement renforce la coordination intersectorielle afin d'accélérer la concrétisation des grands projets miniers structurants, considérés comme l'un des principaux leviers de la diversification économique. Réunis hier au ministère des Hydrocarbures, les secrétaires généraux de plusieurs départements ministériels ont passé en revue l'état d'avancement des projets de la mine de fer de Gara Djebilet et du projet intégré des phosphates, ainsi que des infrastructures d'accompagnement indispensables à leur mise en exploitation. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la souveraineté industrielle et à valoriser les ressources minières nationales. En application des instructions du président de la République, le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Miloud Mejlal, a coprésidé, avec les secrétaires généraux des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales, des Transports, des Mines et de l'Industrie minière ainsi que des Ressources en eau, une réunion de coordination consacrée au suivi des grands projets miniers et des infrastructures qui leur sont associées.

La rencontre, qui s'est tenue au siège du ministère des Hydrocarbures, a réuni les responsables et représentants des organismes et entreprises nationales concernés afin

d'évaluer l'état d'avancement des différents chantiers et d'identifier les actions à engager pour respecter les calendriers de réalisation. Au centre des discussions figuraient le projet d'exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet et le projet intégré des phosphates, deux investissements stratégiques appelés à renforcer le tissu industriel national et à accroître la contribution du secteur minier à la diversification de l'économie.

Les participants ont notamment examiné les infrastructures indispensables à la mise en exploitation de ces projets, en particulier les ressources hydriques nécessaires au fonctionnement des futures unités industrielles. Ils ont ainsi fait le point sur les mesures engagées pour sécuriser l'alimentation en eau de l'unité de traitement primaire de Gara Djebilet ainsi que du projet de production de concentrés de fer de Toumiat, dans la wilaya de Béchar.

La réunion a également permis d'évaluer l'état d'avancement des complexes de traitement, de transformation et de valorisation du phosphate implantés à Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, et à Oued Kebrit, dans la wilaya de Souk Ahras. Les responsables ont insisté sur la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités d'approvisionnement en eau afin d'accompagner l'entrée progressive en service de ces installations industrielles.

Le volet logistique a occupé une place im-

portante dans les travaux. Les participants ont examiné les programmes destinés à renforcer les capacités de chargement et de transport des minerais de fer et de phosphate afin d'accompagner la mise en exploitation des nouvelles lignes ferroviaires. L'objectif est d'assurer un acheminement fluide des matières premières depuis les sites d'exploitation vers les unités de transformation, puis vers les ports d'exportation, dans le cadre de la mise en place d'une chaîne de valeur minière intégrée.

Les secrétaires généraux ont souligné que cette phase exige une coordination permanente entre les différents secteurs afin de lever rapidement les contraintes techniques et administratives susceptibles de retarder la mise en service des projets. Ils ont insisté sur la nécessité de respecter les échéances fixées, conformément aux orientations du président de la République.

À l'issue de la réunion, il a été décidé d'instaurer un mécanisme permanent de suivi au niveau des secrétaires généraux des ministères concernés. Ce dispositif permettra d'évaluer régulièrement l'avancement des travaux, de renforcer la coordination entre les différents intervenants et de prendre les décisions nécessaires pour accélérer la réalisation des infrastructures d'accompagnement jusqu'à l'entrée en exploitation de l'ensemble des projets.

Synthèse R.E.

PROTECTION CIVILE

Extinction de tous les incendies au niveau national

Les services de la Protection civile ont annoncé, mardi dans un communiqué, avoir réussi à éteindre tous les incendies, au nombre de 1968, qui ont été enregistrés au niveau national depuis le 8 juillet en cours, coïncidant avec le début de la vague de chaleur. "Dès les premières heures de la matinée et à l'issue d'efforts conti-

nus et ininterrompus sur le terrain, tous les incendies qui se sont déclarés depuis le 8 juillet 2026, ont été maîtrisés, soit un total de 1968 incendies, dont 667 feux de forêt, de maquis et de broussailles, ainsi que 1301 incendies de récoltes, d'arbres fruitiers et de palmiers, survenus parallèlement à la vague de chaleur ayant touché plusieurs wi-

layas du pays", indique le communiqué. En dépit de la maîtrise totale de ces incendies, "les unités de la Protection civile et le dispositif de lutte contre les feux de forêt, comprenant les unités opérationnelles, les colonnes mobiles, les détachements régionaux de soutien pour l'extinction des feux de forêt, outre les moyens aériens et les différents

secteurs et instances, demeurent en état d'alerte permanente et pleinement mobilisés pour une intervention immédiate afin d'éteindre tout incendie pouvant survenir à nouveau, dans le but de préserver les vies humaines, les biens et la richesse forestière", ajoute la même source.

APS

ALGÉRIE-LIBYE

Élaboration d'une feuille de route pour renforcer le partenariat dans le domaine de l'hydraulique et des ressources en eau

L'Algérie et la Libye ont réaffirmé, mardi à Alger, leur volonté commune de renforcer leur coopération dans le secteur de l'hydraulique et des ressources en eau, à travers l'élaboration d'une feuille de route conjointe et d'un projet de mémorandum d'entente visant à asseoir un partenariat concret et durable face aux défis de la sécurité hydrique.

Une séance de travail a été tenue entre le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, et son homologue libyen, M. Hosni Mohamed Oweidan, en présence de cadres des deux parties et de membres de la délégation libyenne qui effectue une visite de travail en Algérie.

Les deux parties ont passé en revue les perspectives de coopération dans les domaines du dessalement de l'eau de mer, de la production d'eau potable, du traitement des eaux usées, de la protection contre les inondations, ainsi que de la formation et de

l'échange d'expertises. M. Bouzegza a souligné que les relations fraternelles ainsi que les capacités humaines et techniques dont disposent les deux pays, leur permettent de bâtir un modèle de coopération réussi dans le domaine de l'hydraulique, au service du développement durable et des efforts communs pour relever les défis liés à la sécurité hydrique dans la région.

L'Algérie est déterminée à consolider sa coopération avec la Libye à travers le partage d'expériences et d'expertises, a ajouté le ministre, précisant que cette visite constitue une opportunité pour élaborer une feuille de route commune et un projet de mémorandum d'entente et créer une commission mixte chargée de concrétiser des projets d'intérêt commun.

Concernant le mécanisme de concertation relatif au Système aquifère du Sahara septentrional (SASS), qui regroupe l'Algérie, la Libye et la Tunisie, le ministre s'est dit

convaincu que la prochaine réunion du Comité supérieur contribuera à renforcer la coopération scientifique et technique, ainsi que les programmes d'études hydrogéologiques, de recherche scientifique et de développement des compétences.

Le ministre a également passé en revue les principales réalisations de l'Algérie dans le secteur des ressources en eau, soulignant que le taux d'accès à l'eau potable a atteint 98 %, tandis que le taux de raccordement aux réseaux d'assainissement s'élève à 93 %, outre la réalisation de 31 stations de dessalement d'une capacité totale de 3,68 millions m3/jour.

Il a également fait état de la mise en service de 37 stations de déminéralisation, d'une capacité avoisinant 317.000 m3/jour, de la construction de 82 barrages totalisant une capacité de stockage de 8,6 milliards m3, ainsi que de 507 retenues collinaires et petits barrages d'une capacité de 250 millions

m3, en sus de l'irrigation de près de 1,6 million d'hectares et la réalisation de 234 stations d'épuration des eaux usées, capables de traiter plus de 1,1 milliard m3/an. De son côté, le ministre libyen a affirmé que son pays considère l'Algérie comme un partenaire stratégique au regard de son expertise, de ses compétences et de ses infrastructures développées dans le secteur de l'eau, notamment dans le domaine du dessalement de l'eau de mer. Il a proposé la création d'une commission technique mixte chargée de définir les priorités de coopération en matière de gestion des ressources en eau, de favoriser l'échange d'expertises dans la conception et l'exploitation des stations de dessalement, notamment celles fonctionnant aux énergies renouvelables, ainsi que de développer des projets communs dans les différents domaines du secteur.

APS